

Tribune socialiste

N° 313 / 2 FÉVRIER 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



De Mao à Mao

Pierre Naville

La tournure prise par la lutte sociale en Chine pose indiscutablement une série de problèmes de première importance pour le monde entier, et pour le mouvement socialiste international en particulier. Le manque d'informations contrôlées et précises, le peu de connaissances détaillées que l'on a sur les formes de la vie économique, sur la vie des masses et sur les mécanismes du pouvoir du parti, de l'administration, des syndicats et de l'armée, tout cela rend assez difficile une appréciation motivée des événements.

Les flots de publications journalistiques et de reportages sont périmés de jour en jour, et le peu de perspicacité qui s'y révèle est hors de proportion avec l'ampleur des événements.

Toutefois, on peut essayer de faire le point sur la signification politique générale de la lutte ouvertement engagée par Mao Tsé-toung et ses partisans contre ce qu'ils appellent la « ligne bourgeoise, capitaliste, révisionniste », en faveur de la « grande révolution culturelle ». La confusion qui règne parmi les interprètes des événements de Chine montre

en tout cas qu'il s'agit de problèmes de première grandeur, qu'il n'est pas question d'éclairer par quelques « informations » de détail ou par des prises de position qui reflètent simplement les exigences tactiques des partisans ou des adversaires.

D'abord quelques remarques de méthode : faut-il considérer la lutte actuelle comme une « crise », une révolution, une régression, ou autrement ? Comment interpréter l'évolution des événements depuis plusieurs années ? Quelle est la part des

(Suite pages 9 et 10)



Liste nationale
des candidats
P. S. U.

Rhône-Alpes
dans la bataille

Dominique Yvoire

Anatomie
du centrisme

Lucien Saintonge

Sa majesté
Eisenstein

Jean Helms

Rapacki
à Paris

Harris Puisais

Les millions du milliard

Le Mouvement du Milliard pour le Vietnam a remis le jeudi 26 janvier un chèque de 40 millions d'anciens francs à M. Le Dinh Nhan, représentant à Paris la Croix Rouge vietnamienne, en présence de M. Mai Van Bo, Délégué Général du Gouvernement de la R.D.V.N. en France. Cette remise de fonds fait suite à un premier versement de vingt millions d'anciens francs effectué le 6 décembre. Ces sommes dont une partie sera transmise à la Croix Rouge du Front National de Libération du Sud-Vietnam, représentent la contribution de plusieurs milliers de souscripteurs à l'aide au peuple vietnamien en lutte contre l'agression américaine.

Au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée dans les salons de la Délégation Générale de la République Démocratique du Vietnam, M. Mai Van Bo a, d'une part, vigoureusement dénoncé les bombardements massifs des centres industriels de Viet-Tri et de Thai Nguyen au Nord-Vietnam par l'aviation américaine ainsi que la méthode de « la terre brûlée » appliquée par les troupes américaines au Sud-Vietnam dans la zone du « triangle de fer » et dans le delta du Mékong et, d'autre part, remercié l'ensemble des participants du Mouvement du Milliard non seulement pour l'aide matérielle mais aussi pour le soutien moral et politique qu'ils accordent à la lutte du peuple vietnamien. « Ce soutien — a ajouté Monsieur Mai Van Bo — constitue une contribution effective à la victoire du peuple vietnamien. »

En outre, compte tenu de la progression observée au cours des deux derniers mois, et à la demande de nombreux militants de province et de la région parisienne, le comité de coordination du mouvement a décidé de prolonger la campagne du Milliard pour le Vietnam au moins jusqu'au 1^{er} mai. □

La variété se vend cher

« Le disque est cher », répétons-nous, sans toujours songer que le disque de variétés est encore plus onéreux que l'enregistrement classique. La différence de prix dont semble bénéficier l'amateur de variétés (8 F sur un 30 cm) n'est qu'une apparence, car il entendra quinze minutes de moins que l'acheteur d'une gravure classique.

Le minutage de huit récents enregistrements pris au hasard a donné une moyenne d'écoute de 32,56 mn

pour les variétés (Aufray, Ferrat, Beatles, Ellington) contre 46,28 mn pour le classique. Un rapide calcul montre que la minute de variété revient à 81 centimes alors que la minute classique coûte 3 centimes de moins.

Il y a là plusieurs anomalies. La variété bénéficiant d'une diffusion beaucoup plus large que le classique revient moins cher : à la diminution du prix de revient ne correspond pas obligatoirement celle du prix de vente, comme aimeraient nous le faire croire les partisans de l'économie de marché.

Enfin on a dit ici que la réduction de la T.V.A. au taux de celle qui frappe d'autres « objets de culture » comme le livre permettrait de diminuer de 5,80 F le prix du disque classique. Cette mesure pourrait-elle être étendue à la variété ? Qui décidera que les chansons de Mireille Mathieu sont des objets de culture au même titre que celles de Brel ou de Ferrat ? □

L'UNEF une nouvelle direction

Nous reviendrons plus longuement sur l'assemblée générale de l'U.N.E.F. qui vient de s'achever après une suspension de séance de quinze jours. Dès maintenant, on peut en tirer un certain nombre de conclusions.

Cette assemblée a d'abord été marquée par l'apparition, pour la première fois depuis des années, d'un courant influencé par le P.C.F., qui a trouvé des alliés imprévus en la personne des leaders du courant dit « apolitique » (corporatiste de droite). L'apparition de cette tendance est importante dans la mesure où elle remet en course tout l'acquis politique et syndical de l'U.N.E.F., toute son originalité.

La mise en place d'une direction qu'une partie de la presse a qualifiée par une simplification abusive de P.S.U. est à situer dans cette perspective. Il s'agit, pour un certain nombre d'associations générales d'étudiants comme pour un certain nombre de militants politiques, d'engager, face à la menace corporatiste, un processus de reconstruction politique et organisationnelle.

Le nouveau bureau qui entreprend ce travail comprend notamment :

Président : Pierre Vandenburg (Lille).

Secrétaire général : Gilles Boyer (Paris Droit).

V.P. formation : Jean Tercé (Paris Droit).

Trésorier : Michel Perraud (Grandes Ecoles).

V.P. Santé : Lucas (Angers).

V.P. Jeunesse : Mahieu (Lille).

Ce bureau a décidé d'associer à son travail un certain nombre de délégués universitaires :

Champéau (Poitiers), Dubar (Lille), Harmelle (Dijon), Le Paye (Grenoble), Anne Nicole (Caen). □

Le mythe de l'étalon-or

Les réunions consacrées aux problèmes monétaires internationaux se sont succédé récemment à Londres.

Au travers des discussions à caractère technique, il est possible, aujourd'hui, de définir l'attitude adoptée par la France.

Depuis plus de deux ans, la politique financière gaulliste répond à un but constant : gêner les Etats-Unis. Ce qui est dommage, c'est que les considérations politiques ne vont pas toujours de pair avec une doctrine économique conséquente.

Il y a eu, en 1961, l'attaque contre le Fonds Monétaire International — organisme de prêt international — où les anglo-saxons ont un pouvoir pratiquement discrétionnaire.

Ce furent les « accords généraux d'emprunt » signés par ce qu'il a été convenu d'appeler le club des Dix, dont la création fut accompagnée de commentaires triomphants du ministre des Finances, Wilfrid Baumgartner. Aujourd'hui, Michel Debré s'est rendu compte que les anglo-saxons régnaient peut-être plus encore sur les Dix que sur l'Assemblée du Fonds Monétaire, et c'est le F.N.I. lui-même qu'il voudrait voir réformer.

Il y a eu la mise en accusation du dollar, monnaie de réserve (les pays ne peuvent payer leurs dettes que s'ils possèdent de l'or ou des dollars) par le général de Gaulle et la proposition de Giscard d'Estaing de créer une nouvelle unité de réserve, le C.R.U. Aujourd'hui il n'est plus question pour la France d'accepter une unité de réserve qui s'ajouterait à l'or et au dollar : le cheval de bataille de Debré c'est le retour à l'étalon-or, accompagné d'une réévaluation du prix du métal précieux.

Il est vrai que le système monétaire international fait la part trop belle aux Etats-Unis, qu'il lui facilite le financement de la guerre du Vietnam, et permet aux entreprises américaines de coloniser l'Europe, mais le cheval de bataille de la France est mauvais :

• L'étalon or est considéré par tous les économistes modernes comme un instrument difficile à manier : il ne permet pas de « moduler » une politique financière.

• Il revient cher à produire et à transporter : l'or du monde occidental nous vient d'Afrique du Sud,

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

• Les Etats-Unis peuvent riposter aux attaques de la France en déclarant que le dollar n'est plus convertible en or. Du même coup, le métal précieux perdrait toute sa valeur.

• La production d'or n'est pas suffisante pour financer le développement du commerce international qui exige chaque année davantage de moyens de paiements.

Ainsi la politique française peut mener le monde à une crise de langueur. Et Pierre Mendès France a dit justement que les premiers à souffrir d'un retour à l'étalon-or seraient les pays sous-développés. □

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15)).

Editorial

Exigences et offensives

Harris Puisais

La campagne électorale n'est point encore ouverte officiellement mais déjà un peu partout, les partis font des tests pour savoir s'ils « accrochent » et selon leurs moyens financiers couvrent les murs des villes des effigies de leurs leaders.

Du De Gaulle sur fond gris, du Giscard sur fond bleu, du Lecanuet au sourire envolé... on en voit sur tous les bons lieux d'affichages réservés à la publicité commerciale.

A Paris les meetings de présentation des candidats vont se succéder. En 1967 qu'on le veuille ou non pour bien démarrer, une campagne doit partir du Palais des Sports.

Ces grands rassemblements, en mobilisant militants, sympathisants et curieux, en attirant radio et télévisions (surtout étrangères), en étant commentés dans toute la presse française, donnent en quelque sorte un label d'existence nationale à qui les organise.

On peut mépriser les porte-clés, les canons à images, les scopitons, les foulards... on ne peut nier l'importance du meeting de masse. Il correspond à un réflexe démocratique. Et au fond lui seul est vraiment capable de sortir bien des électeurs de leurs pantouffles.

C'est pourquoi le P.S.U. tiendra le 15 février, une grande réunion au Palais des Sports. Et parmi ses orateurs il y aura Pierre Mendès France.

Déjà, cette semaine, à Valence et à Grenoble, de magnifiques succès ont été remportés pour l'ouverture de la campagne. Plusieurs dizaines de milliers de citoyens ont ainsi fait meilleure connaissance avec nos analyses et nos propositions politiques.

Tous nos candidats, tous nos militants peuvent envisager le combat avec confiance.

De plus en plus la voix du P.S.U. est entendue.

*
**

Quelles sont les premières réactions recueillies ? Sur le plan politique nous sentons combien est attendu et souhaité un large accord qui permette, face au gaullisme, d'opposer des candidats uniques de la gauche. Il est incontestable que nous avons eu raison de nous battre pour cela. Nous devons en revendiquer l'initiative.

Notre exigence concernant l'établissement d'un programme commun qui eut été le contrat politique de la gauche, est également bien com-

prise, même si certains pensent encore que nous rêvions en le croyant réalisable. Ce sentiment correspond à un désir certain de la majorité des électeurs de gauche. Là encore nous devons manifester très nettement notre engagement. Il est peut être vrai que nous n'avons pas réussi à convaincre tous nos interlocuteurs et que la proximité de la date des élections a accentué le désir des partis de compter leurs voix. Mais nous avons raison.

Devant cette situation que devons nous faire. Disparaître ou au contraire prouver notre existence à bien des exégètes qui voulaient sûrement nous ignorer ou nous piétiner ? Nous taire ou au contraire affirmer notre conception de la démocratie socialiste ?

Notre choix nous était dicté par le choix même de nos partenaires, mais qu'on le sache bien nous continuerons, pendant le combat électoral, et après, à développer tous les arguments qui militent pour que l'unité de la gauche devienne une réalité politique et pas seulement une nécessité électorale.

Du reste que la gauche gagne les élections ou le gaullisme survive, le problème restera posé en entier.

Une gauche au pouvoir devra nécessairement, si elle veut vivre sans trahir, définir très clairement les conditions politiques de son alliance.

Une gauche dans l'opposition devra se préparer à aborder les futures luttes politiques sous la forme que lui préparera l'imagination de M. Debré. Dans les deux cas, nous prenons rendez-vous, il faudra bien reparler de programme commun et de candidature unique.

Tous nos efforts n'ont point été vains et nous avons déjà dit ici l'importance qu'il convenait d'apporter au double accord politique que le P.S.U. a conclu avec le P.C. et avec la F.G.D.S. Cette volonté commune de réussir au second tour, l'unité nécessaire des forces de la gauche sera ressentie même dans les affrontements du 1^{er} tour.

C'est donc le ton, le style, le contenu de ces affrontements qui compteront en ce premier tour.

Partout où le P.S.U. fera campagne il aura en face de lui un candidat communiste et dans la majorité des cas il sera également en concurrence avec un représentant de la F.G.D.S.

Dans toutes les circonscriptions son but unique sera de faire échouer le candidat gaulliste sans pour cela faire élire un autre candidat plus ou

moins droitier quel que soit son déguisement centriste.

L'originalité de notre parti sera de se battre sur des thèmes politiques précis, de présenter aux électeurs, le visage dynamique et moderne d'une gauche soucieuse en priorité de promouvoir une étude sérieuse des problèmes économiques et sociaux et de proposer des solutions possibles, correspondant aux nécessités du développement industriel de notre pays.

Nos camarades pouvant ainsi facilement réfuter le double et injuste qualificatif qui leur est si souvent appliqué de « doctrinaire » et « d'utopiste ». Sans grand effort les électeurs corrigeront d'eux-mêmes et verront où sont les réalités et où sévissent les imprécis.

Majorité

Les mirages de la publicité

Rémy Grillault

La rogne et la grogne commencent à s'emparer de tous ceux qui ont charge de la campagne. Et l'on en est déjà au partage des responsabilités.

Le général de Gaulle qui avait invité tous les ministres à se présenter aux élections, leur intime aujourd'hui l'ordre de rester le plus longtemps possible à Paris, afin de ne pas interrompre le cours normal des « affaires de l'Etat ». Cette exigence, formulée dit-on avec quelque brusquerie, a créé chez les ministres, quelque désarroi. Ils n'attendent pas en effet de leurs suppléants, le redressement d'une situation qui pour certains est indécise.

Et de conclure, qu'après tout il devait y avoir dans l'esprit du chef de l'Etat quelques arrières pensées. En vouant à l'échec certaines candidatures ministérielles, il pourrait avoir songé à se séparer sans difficultés, de collaborateurs ou trop embarrassants ou trop indisciplinés. Edgard Pisani, parmi d'autres, serait visé par cette opération.

En fait, et l'on s'en plaint, on commence à estimer que de Gaulle commet la même erreur que pour le premier tour des présidentielles. Les premiers sondages publiés, qu'il s'agisse de S.O.F. ou de ceux de la S.O.F.R.E.S., tendent à le confirmer.

Au moins on espérait que la campagne dans ses aspects techniques, serait mieux organisée. On avait fait appel à « Services et Méthodes », dont la célébrité toute virginale à partir des résultats de la campagne Lecanuet avait immédiatement séduit l'entourage de M. Pompidou.

« Services et Méthodes »

Hélas, trois fois hélas, rien ne va plus depuis quelque temps entre les responsables politiques de la campagne et les techniciens de M. Bougrand.

Les premiers craquements sont apparus avec la tournée Sanguinetti. A

Oui, à défaut des millions et des gadgets, notre parti comptera sur lui-même. Il popularisera les travaux élaborés par ses commissions. Il mobilisera tous ses militants et leur force de persuasion. Il leur fournira un matériel de propagande étudié et efficace.

Un tract bien distribué, une affiche bien placée, un journal bien envoyé, une explication permanente, une conviction sincère, une participation active, une réflexion sérieuse voilà les atouts dont nous disposons. Nous les investissons dans cette campagne électorale pour que notre parti demeure un élément important et vivant de cette gauche qu'il espère bien voir un jour s'unifier pour assurer le vrai succès du socialisme. □

Toulouse le coup d'essai fut médiocre. A Grenoble, malgré des moyens considérables et les ordinateurs en place, la salle à moitié pleine réservait un accueil plus que réservé au ministre. A Valence, cinq cents personnes, contre deux mille la veille au meeting P.S.U. La confrontation devenant si dérisoire, que le ministre dans une belle envolée devait déclarer : « Nous sommes peut-être des cons, mais nous sommes des cons organisés ».

Remis de ces effets oratoires dont on admirera le relief, le ministre rentré à Paris, devait constater qu'un désordre avancé régnait dans la campagne : matériel en retard, panneaux retenus et non remplis faute d'affiches, gadgets non livrés ou remplacés, prix exorbitants... De mémoire de ministre, on n'avait jamais ouï de pareils éclats.

D'autant plus, que plusieurs candidats de la prétaille, ou des députés sortants déjà sacrifiés, déplorent de ne pouvoir compter sur la panoplie nationale largement pourvue à l'origine.

L'un d'eux, non dénué d'humour a intitulé l'agence de Michel Bougrand « Service et Méthodes ». Le mot a fait fortune, et l'on rit sous cape. Un peu jaune il est vrai.

Ce satané Giscard

L'amertume est d'autant moins feinte, que Giscard d'Estaing, a confié un budget beaucoup plus modeste à une autre agence (R.L. Dupuy) qui en des temps records a bâti une campagne, plus cohérente et plus frappante.

Aucune référence à de Gaulle, ni à la majorité. Mais la jeune calvitie omniprésente de l'ancien ministre des Finances, dont le regard aigu, semble narguer le vieil homme de l'Elysée.

C'était un défi. L'U.N.R. l'a senti comme tel, qui dans nombre d'endroits recouvre ses affiches, avec le sigle de la majorité. □

PSU

Rhône-Alpes dans la bataille

Dominique Yvoire

La meilleure preuve de l'influence profonde des colloques régionaux, ce sont les candidats du P.S.U. qui l'administrent. Du moins ceux qui se sont rencontrés ce week-end à Grenoble, autour de P. Mendès France.

De plus si l'on remonte le temps, on note que vendredi à Grenoble, P.M.F. ouvrait officiellement sa campagne. Qui oserait démentir le succès d'une manifestation qui couronne plusieurs mois de travail méthodique et lucide auprès de la population grenobloise !

Si l'on remonte le temps encore d'un cran, c'est pour tomber jeudi sur Valence. Mille six cents Valentinois ont écouté durant deux heures G. Martinet et P.M.F.

L'entraînement des candidats.

Grenoble, les 28 et 29 janvier. Les candidats P.S.U. de la région de programme Rhône-Alpes sont convoqués pour un séminaire à vocation multiple. Comme on s'en doute les huit départements constitutifs de la région ne sont pas tous représentés, alors que participeront des départements extérieurs tels que le Puy-de-Dôme et le Jura.

Seize candidats sont là, avec parfois leurs suppléants. Pour plus de détails, le Rhône qui en compte quatre, la Loire quatre, l'Isère cinq, la Haute-Savoie, la Savoie, la Drôme chacun un.

Problèmes publicitaires et politiques sont abordés tour à tour. C'est un publiciste qui expose les rudiments de la publicité en matière électorale. Occasion de se rendre compte que le nerf de la guerre ce n'est pas seulement l'argent, mais toute une série de truismes en matière de persuasion et de propagande. Truismes qui n'ont rien de méprisant à l'égard de l'opinion publique : ils sont le mur à franchir pour assurer une effective communication avec l'électeur. Support optimum à trouver afin de faire passer des thèmes politiques qui demeurent la seule finalité. D'ailleurs l'électeur l'entend bien de cette oreille. Pour preuve l'échec de M. Sanguinetti à Grenoble et à Valence, motif de la désaffection du public, avant toute chose, le dédain avec lequel on le traite. Sinon on ne supposerait pas qu'une pluie de badges, un canon à images, quatre mille coups de téléphone et trente mille missives au dernier moment suffiraient à convaincre... Bref, entre la majorité et la gauche nouvelle il y a une différence fondamentale sur la

manière de considérer l'impact publicitaire. Qui serait assez fou ou anachronique pour boudier la logistique publicitaire ; mais qui niera qu'il existe une conception de gauche de la publicité.

A partir de ce principe il convenait de suggérer aux futurs candidats des moyens et de rechercher à coordonner leurs techniques. Coordination qui tend à vouloir offrir du P.S.U. une image régionale, c'est-à-dire à proposer une politique concertée. D'où un exposé des grands problèmes régionaux et de solutions envisagées par les candidats.

Il est un destin régional à la recherche d'un second souffle d'expansion... La description des processus d'investissements régionaux venait renforcer la panoplie des candidats qui demain et aujourd'hui auront à évoquer ce second souffle...

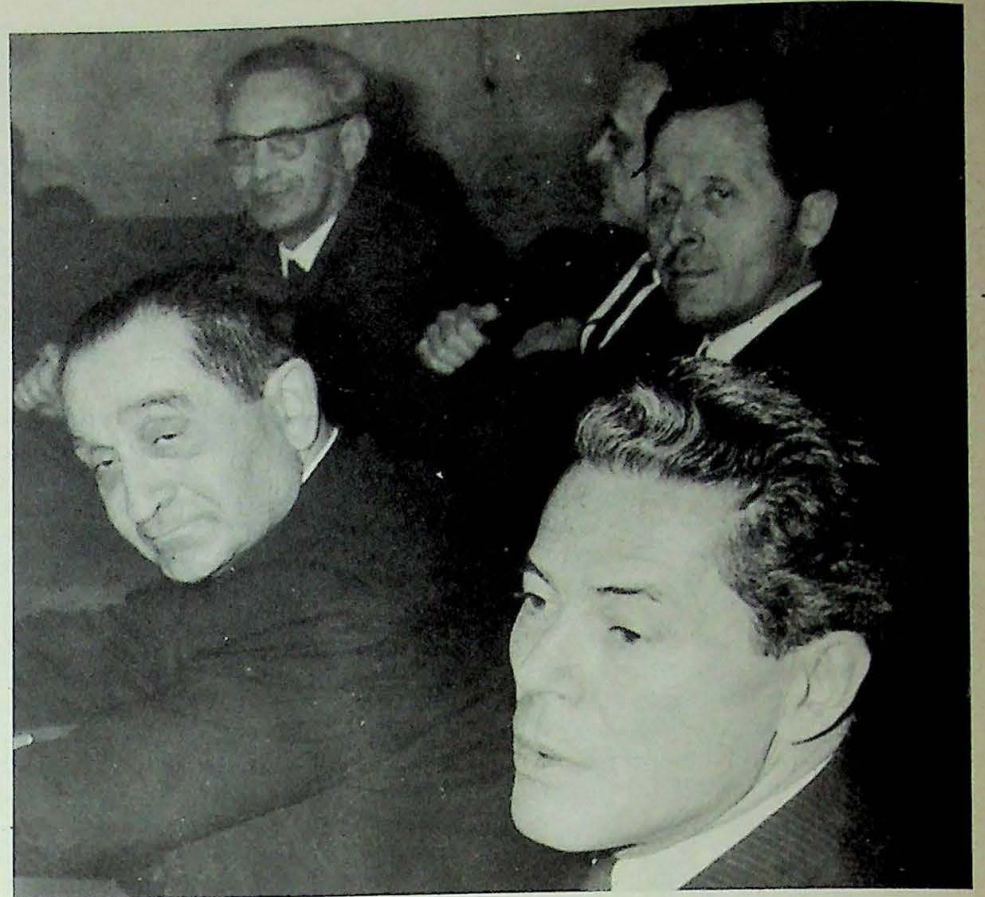
Le Nobel de Grenoble.

Jeudi pour les représentants de la majorité le local était frileux et comme figé au garde-à-vous. Le ministre des Anciens Combattants brossait une vaste fresque historique, l'évocation du mini-Malraux était sans doute destinée à noyer P.M.F. dans l'ampleur imaginative.

Vendredi, à 20 h 30, environ cinq mille personnes accueillaient le professeur Monod, Duverger, Dubedout, le conseil municipal au grand complet et le futur député de Grenoble. Ils parlèrent tous.

Quelques mots sur ce que dirent Nevache (le suppléant) et Mendès. Pour Grenoble ça compte ; or comme il se produisit une confusion symptomatique entre Mendès parlementaire et Mendès président du Conseil, les propos visant à l'agglomération en propre ont été émasculés, omis, trop passés sous silence. Que l'on ne s'y trompe pas, ils sont et seront décisifs !

Nevache stigmatise longuement les procédés électoraux utilisés par Vanier et son entourage. Incontestablement il dit vrai : à Grenoble la contestation réciproque que l'on était en droit d'attendre entre le pouvoir et Mendès porte-parole de la gauche nouvelle, ne s'est pas déroulée. Le dialogue s'est noué entre Mendès et la population, ou du moins une partie de celle-ci qui a déjà pu être touchée. Face à ce contact démocratique qu'il n'est pas toujours aisé d'instituer et de vivifier, les hommes de l'U.N.R. attaquent aux coups bas. Coups bas qui passent à côté — comme le démontre Nevache — parce qu'ils ont totalement négligé l'enjeu



Grenoble - Janvier 1967 : Jacques Monod, Prix Nobel, Pierre Mendès France, Hubert Dubedout, maire de Grenoble, Jean Silbert, conseiller municipal P.S.U.

A.F.P.

premier de l'élection : l'avenir de Grenoble, l'avenir de la région.

Là on rejoint l'offensive coordonnée du P.S.U., symbolisée par l'affiche commune des candidats liant leurs objectifs les uns aux autres. Et l'on rejoint également le discours de Mendès qui propose l'élaboration d'un plan pour Grenoble, plan qui serait l'action de Mendès député au lendemain de mars 1967 et qui serait l'œuvre des forces vives de l'agglomération.

C'était capital, comme était capitale la jonction des projets de tous les candidats. La bagarre électorale revêt alors un sens rationnel. Comprendons-le la reconquête du pouvoir en France, par la gauche, ne se fera qu'à partir de ces niveaux concrets et qu'à partir d'un renouvellement sigulier des méthodes et conceptions de la gestion des villes, des régions, en attendant celle de la nation.

Les canons de Valence.

On connaît les difficultés électorales qui se sont posées à Valence. Labyrinthe, qui illustre la mutation politique accompagnant la concrétisation évoquée ci-dessus.

A l'heure où nous écrivons on peut cependant espérer que l'affaire sera réglée au mieux. Solution d'autant plus importante que Gilles Martinet a des chances de l'emporter. Plusieurs personnes interrogées n'hésitaient pas à en retenir l'éventualité : l'opinion n'est-elle pas plus qu'un sondage sur le pouce, un sondage indicatif ?

Vendredi, à la salle des fêtes, présidé par A. Didier, meeting monstre

du P.S.U. Sur les murs, l'affiche est en symbiose avec l'auditoire souvent jeune toujours attentif. Mendès et Martinet, chacun selon leur formation, selon leur sensibilité, témoignent d'un contact entièrement reconsidéré. On se situe au-delà du gaullisme et non en-deçà. La leçon historique n'a pas été perdue elle n'a pas été refusée, elle a été assimilée et transcendée. La vraie jeunesse, c'est celle des idées. A Valence c'est une conception originale qui s'exprime. Dans les milieux politiques, syndicalistes, elle n'était pas inconnue, mais ce qui est nouveau c'est que cette ligne franchit les cercles d'initiés et d'avant-garde pour être exposée à l'opinion dans sa composition la plus large.

On assiste à un phénomène encore très mouvant : celui de la rencontre des thèmes qui ont été mijotés dans tant de colloques, tant de journaux, discours, livres et d'une population lasse des slogans d'une gauche notable et d'un gaullisme incapable d'orienter et de maîtriser des changements affectant la profondeur du pays bien au-delà de ses superstructures politiques.

L'une des leçons prévisibles des prochaines élections sera sans doute la preuve publiquement offerte de la maturation du P.S.U. Processus de sociologie politique complexe, vraisemblablement inégal, mais très certainement essentiel. Pour la région Rhône-Alpes cela est pratiquement certains, aux prémices que nous avons observés. Comme le disait Mendès France : s'il y avait eu quinze à vingt Grenobles, la face du pays eût été changée. Cela est vrai dans tous les sens.

Femmes

Pourquoi les former

Colette Fembret

On peut se poser la question si l'on considère que l'image traditionnelle de la femme est encore bien vivace : épouse et mère de famille, la femme n'aurait besoin d'un métier que pour parer aux « coups durs » éventuels, célibat, mariage, divorce. Les parents orientent les filles avec cette arrière-pensée et, souvent, avec l'idée que la formation doit pouvoir servir même si l'on n'exerce pas de profession : d'où la fascination qu'exercent dans certains milieux les métiers de la couture, les carrières sociales et para-médicales, l'enseignement ménager.

Les femmes elles-mêmes sont victimes de ce mythe. Si les jeunes filles aspirent à une certaine réussite, elles craignent que leur réussite ne déplaie.

La majorité réclame cependant une instruction et beaucoup en ont besoin. Sans parler des justifications du travail des femmes par les besoins de main-d'œuvre — justifications contestables étant donné les conditions dans lesquelles on les emploie —, il n'est que de regarder la réalité en face pour apprécier les besoins de formation. L'urbanisation pousse au travail des femmes et, dans la Région Parisienne, près de la moitié d'entre elles sont actives.

Un choix restreint.

Comment les y prépare-t-on ?

1°) Par une restriction de leurs possibilités de choix : l'éventail des sections ouvertes aux filles dans les C.E.T. est bien moins large que pour les jeunes gens malgré les déclarations de principe sur l'égalité d'accès à l'enseignement.

2°) En leur dispensant une formation inadaptée : cantonnées dans un petit nombre de sections dites « féminines », apprenant la dactylographie ou la couture, les femmes n'en sont pas moins destinées à travailler dans d'autres branches. En 1962-1963 ; 86 % des jeunes filles se trouvaient dans des sections préparant aux métiers de l'habillement et du textile, alors qu'il n'y en avait que 1,2 % dans les sections d'électricité, 2,4 % dans les sections de chimie, 2,6 % dans les sections de dessin industriel. Or, au moment où 86 % des jeunes filles étaient formées dans le textile et la couture, 37 % seulement des femmes actives étaient employées dans ces deux branches. De nombreuses titulaires du C.A.P. d'habillement se retrouvaient dans certaines industries comme le montage de postes à transistors ou certains secteurs de la métallurgie, comme ouvrières spécialisées et sans aucun espoir de promotion professionnelle.

Dans l'enseignement technique long, la situation est plus favorable en ce qui concerne la préparation aux professions du secteur tertiaire. Mais les sections industrielles demeurent encore presque partout le privilège des garçons, que ce soit au niveau des enseignements professionnels longs ou au niveau des classes qui préparent au baccalauréat T, qui ouvre la porte des « grandes Ecoles » (Mines, Génie Rural, Eaux et Forêts) — lesquelles leur sont encore fermées à l'exception de quelques-unes qui, si elles les acceptent, leur rendent parfois l'accès plus difficile qu'aux garçons.

3°) En les orientant mal : lorsqu'il est fait appel à l'orientation professionnelle, les conseils donnés ne sont pas toujours très objectifs. Ici encore, ce sont les métiers « féminins » qui sont vantés. Et une institution officielle comme le B.U.S. (1) est allée jusqu'à déconseiller aux jeunes filles le métier de médecin car il risquait de heurter leur sensibilité. Or, le même numéro de revue insistait sur le dévouement de l'infirmière et sur les qualités particulièrement conformes à la mentalité féminine que requerrait ce rôle.

Bonnes à rien ou bonnes à tout faire ?

Les jeunes filles qui n'ont acquis aucune formation professionnelle vont soit se marier et accomplir les mêmes tâches ménagères qu'elles effectuaient chez leurs parents, soit constituer une main-d'œuvre apte aux travaux purement automatiques et sans exigences de salaires élevés.

Grossissant la masse du prolétariat en tablier blanc (2), elles seront bonnes à tout faire ou serveuses de bar ou de restaurant. Ou bien elles trouveront à s'employer dans la vente, la fabrication, le montage d'objets métalliques, le conditionnement de produits alimentaires ou pharmaceutiques. Leur dernière ressource sera encore de se faire exploiter en travaillant à domicile, sans possibilités d'actions revendicatives. Au dehors, une femme qui n'a pas appris de métier est nettement plus instable qu'une travailleuse qualifiée, ainsi que le prouve une enquête du Centre d'Etudes et de Recherches Psychotechniques (3). Sur 1.000 parisiennes interrogées, 25 % des femmes sans aucune formation professionnelle avaient travaillé (en 10 ans environ) chez plus de 5 employeurs alors que 7 % seulement des femmes du même âge ayant reçu une formation convenable révélaient la même instabilité.

(1) *Avenir*, n° 163-164 avril-mai 1965.

(2) Voir enquête du *Monde* mai 1963.

(3) Voir son bulletin n° 23, 1958.

Formation professionnelle des adultes (F.P.A.).

Le problème de la formation professionnelle ne se pose pas seulement au niveau des jeunes filles, il se pose aussi à celui des femmes.

Tout ce qui précède montre que si la F.P.A. n'existait pas, c'est pour les femmes qu'il faudrait l'inventer.

Pourquoi ? Parce que les jeunes filles n'ont bien souvent, comme nous venons de le voir qu'une formation professionnelle insuffisante ou inadaptée, parce qu'un nombre considérable de femmes seules se trouvent parfois de façon tragique, accusées à nourrir une famille sans jamais avoir appris de métier, enfin à cause des mères de famille qui cessent de travailler pour élever leurs jeunes enfants et cherchent à nouveau un métier dont elles ont perdu la pratique au moment où les enfants demandent moins de soins constants et coûtent de plus en plus cher.



Femmes au travail

Elle Kagan

Seule la F.P.A. pouvait, à certaines conditions, permettre aux femmes d'échapper à leur situation de prolétaires des temps modernes. Il faudrait d'abord que les Centres leur soient largement ouverts, en principe et en réalité (*) (4 % des effectifs des stagiaires en 1965).

Les métiers proposés dans les stages F.P.A. devraient être plus diversifiés : les emplois de bureau et les métiers du textile sont encore à peu près les seuls métiers enseignés. Aucun centre ne propose une formation para-médicale, un apprentissage d'enseignante, de bibliothécaire et rares sont les stages de techniciennes chimistes ou électroniciennes.

Mais la faible fréquentation des centres F.P.A. par les femmes adultes (les 2/3 de l'élément féminin y est composé de jeunes célibataires) s'explique surtout par la rémunération insuffisante des stagiaires : le salaire versé est en effet le S.M.I.G., avec une légère allocation complémentaire. Il est impossible à une femme chargée de famille de faire vivre ses enfants et elle même avec cette somme et elle préférera trouver le plus tôt possible un poste en usine ou des « ménages » (4 à 5 F de l'heure à Paris).

Des horaires pratiques.

Le gouvernement espère stimuler

l'intérêt des femmes pour les centres de F.P.A. en ouvrant de nouvelles sections et en autorisant l'accès des femmes dans les stages jusque-là réservés aux hommes. Le V^e Plan classe en effet les femmes reprenant une activité professionnelle parmi « les classes de population particulièrement défavorisées quant à la formation professionnelle » et prévoit pour elles la préparation à des métiers du secteur tertiaire (mécanographie, hôtellerie, services des collectivités...). Ce développement et une implantation régionale plus adaptée peuvent stimuler la fréquentation féminine des centres F.P.A. Il faudrait aussi organiser des horaires moins lourds, compatibles avec la vie de famille des femmes mariées ou un système d'aide familiale les déchargeant à la maison pendant la durée de leur apprentissage.

Mais ces mesures resteront insuffisantes au moins pour les femmes qui en ont le plus besoin tant que ne sera pas résolu le problème du revenu des stagiaires. Peut-être s'achemine-t-on vers cette solution si les décrets d'application de la loi-programme sur la formation professionnelle interprètent généreusement l'article 15 de cette loi : une allocation spéciale du fonds de l'emploi pourrait aussi s'ajouter au S.M.I.G. pour certaines stagiaires des centres F.P.A. Mais cette mesure au demeurant fort importante sera-t-elle appliquée ? Seule l'expérience le montrera.

Les effectifs des centres F.P.A. (1965)

Nombre de stagiaires :	33.302
dont hommes	31.902
femmes	1.400
dont célibataires ..	946
mariées sans enfant ..	81
mères de famille ..	373

Changer les attitudes.

La loi sur la formation professionnelle est votée. Il reste maintenant à l'appliquer.

La réforme de l'enseignement est progressivement mise en place. Bientôt tous les enfants passeront par un premier cycle allant de la 6^e à la 3^e et les enseignements techniques ne seront abordés qu'à l'âge de 15 ans. Le bagage intellectuel des jeunes gens sera plus important et le futur Brevet d'Etudes professionnelles qui sanctionnera les 2 années d'études dans les sections industrielles ou commerciales de type nouveau, et une formation plus polyvalente dans un groupe de métiers donné que l'actuel C.A.P. permettra peut-être aux jeunes filles de s'orienter vers des branches où jusque-là elles étaient mal tolérées.

De toute manière, de telles mesures ne seront rien si elles ne s'accompagnent pas d'un changement de mentalités de ce pays sur le plan du travail de la femme, qu'il s'agisse du patronat, des pouvoirs publics, des éducateurs, des parents et des jeunes filles elles-mêmes. □

Politique intérieure

Anatomie du centrisme

Lucien Saintonge

Ainsi que nous l'avons à plusieurs reprises annoncé, T.S. nouvelle formule publiera une série de Dossiers, sur des thèmes qui intéressent nos lecteurs et nécessitent un effort de réflexion et d'information parfois peu compatible avec la dimension courante de nos articles.

Aujourd'hui, nous présentons une Anatomie du Centrisme, en laissant provisoirement de côté ce que l'on peut appeler « l'idéologie du Centrisme » pour nous en tenir à une description plus historique.

Dans nos prochains numéros, nous présenterons des dossiers sur Grenoble, sur les élections de 1962, sur les U.S.A., etc.

IV^e République : l'échec d'un centrisme

La IV^e République, née dans l'enthousiasme de la Libération, s'est très rapidement embourbée dans les marais du centrisme, renaissance de la « concentration » d'avant-guerre, confrontée avec des difficultés de plus en plus graves.

Nous retraçons ici cette évolution qui fait ressortir certaines caractéristiques du centrisme français et permet d'expliquer l'échec d'un régime fondé sur des coalitions hétérogènes et des institutions que l'évolution de l'infrastructure économique et sociale rendait progressivement caduques.

De la République née de la Résistance...

Le Tripartisme a été le soutien politique de la période socialisante de la IV^e République. Front populaire d'un nouveau style, il avait incontestablement une large audience dans les masses. Le P.C. était en 1946 le « premier parti de France », prestigieux par sa lutte clandestine et son patriotisme et fort de l'adhésion de générations nouvelles de travailleurs qui n'avaient pas connu la scission de Tours et les querelles d'avant-guerre. Il pouvait ainsi espérer prendre le pouvoir par les moyens légaux de la démocratie bourgeoise : il collabore ainsi à l'œuvre de reconstruction et à la politique productiviste. A droite de la coalition, le M.R.P., parti jeune et ancien à la fois, est tiraillé à gauche par une partie de ses militants, mais poussé à droite par son électoral conservateur et par son caractère confessionnel. La S.F.I.O. détient ainsi une position d'arbitre. Elle refuse l'unité

avec le P.C. en juin 1945, mais ne sait pas assimiler les forces neuves de la Résistance : le déclin de ses suffrages est déjà en germe. D'autre part, le parti socialiste se caractérise par une opposition déjà marquée et qui ne cessera de l'être entre les principes révolutionnaires orthodoxes et une pratique de réformes modérées.

Malgré ces ambiguïtés, l'œuvre est considérable : les nationalisations font échapper toute une partie de l'économie à la logique du profit capitaliste, et les bases de la reconstruction économique des années suivantes sont ainsi assurées, d'autant plus qu'est créé le Commissariat général au Plan. La représentation du personnel dans les entreprises est consacrée par l'instauration, prudente il est vrai, des comités d'entreprise. La Sécurité sociale veut établir une redistribution des revenus au profit des travailleurs et des familles.

Ainsi, dans les deux ans qui ont suivi la Libération, sont jetées les bases de la société actuelle. Ce phénomène se reproduit aux rares fois où la gauche est au pouvoir (cf. février-juin 1948, puis 1936) : la société change plus rapidement en quelques années que pendant des décennies. En France, la transformation sociale se fait par à-coups, dans de véritables mutations structurelles, que les forces de droite revenues au pouvoir se chargent d'assimiler en les défigurant.

... à la République centriste

Le Tripartisme ne va pas résister à la hausse des prix et au blocage

des salaires : en avril 1947, les ouvriers de Renault se mettent en grève. L'agitation sociale va se poursuivre toute l'année. Les communistes votent alors contre le gouvernement dont ils font partie et sont aussitôt exclus par Ramadier. En fait, la crise sociale est le motif pour le P.C. de rompre ; le Kominform et la Russie stalinienne ont cessé de croire en l'évolution pacifique vers le socialisme et la coupure du monde également sous l'effet de la marshallisation s'établit rapidement dans une atmosphère manichéiste. Les conséquences de la rupture et de la guerre froide sur l'évolution politique du régime français vont être d'une extrême gravité.

C'est d'abord le ghetto communiste et la peur du coup de Prague qui rejettent la S.F.I.O. vers le centre, avivent un anticommunisme virulent contre le « parti russe ». Les alliances sont donc bloquées à gauche. La division ouvrière atteint la C.G.T. en décembre 1947.

D'autre part, le système institutionnel dont le tripartisme était la condition du bon fonctionnement va revenir à la pratique du régime parlementaire dévoyé de la fin de la III^e République. A droite, le R.P.F. harcèle le « système » d'une opposition hargneuse et violente. Tout cela se conjugue pour donner naissance aux coalitions centristes qui vont se succéder jusqu'en mai 1958.

La première tentative est une tentative de « centre gauche » (dont se souviendra le Club Jean-Moulin dix-sept ans plus tard⁽¹⁾) : la Troisième

(1) Cf. Club Jean-Moulin : *Un parti pour la gauche* (Ed. du Seuil, 1964).



A.D.N.P.

Force de 1947 à 1951 réunissant le M.R.P. et la S.F.I.O. La concentration avec les socialistes dans une majorité du centre nouveau style est le rêve et la politique constante du M.R.P. Hostile à la division du pays en deux blocs, il est centriste par vocation et par intérêt, car il ne veut pas être rejeté à droite par le jeu des alliances traditionnelles.

La loi Barangé et la question scolaire font perdre la majorité à la Troisième Force, qui a mis les nationalisations en veilleuse et a signé le pacte de l'O.T.A.N. Malgré le système des apparentements, la Troisième Force perd le pouvoir aux élections de 1951, et une nouvelle majorité de droite classique, qui s'est très vite relevée de la Collaboration, se dessine avec les gouvernements Pinay, René Mayer et Joseph Laniel. La S.F.I.O. rentre dans l'opposition.

Elle n'en sortira pas lors de l'ouverture à gauche avec l'expérience Mendès France (juin 54 - février 55) : la Chambre est à droite, ce qui fait échouer la seule éclaircie de la IV^e République.

Enfin, la dernière tentative a lieu avec le Front Républicain qui remporte les élections de janvier 1956. La majorité regroupe la S.F.I.O., le parti radical au centre (du fait de la question laïque et du mendésisme) et le M.R.P. à droite. Mais la question algérienne divise profondément les partis, si bien que ce n'est

	P.C.	S.F.I.O.	Radicaux U.D.S.R.	M.R.P.	R.P.F. Rép. Sociaux	Modérés	Extr. Droite Poujadistes
Nov. 44-Mai 47 — De Gaulle — Tripartisme							
Mai 47-Mars 52 Troisième Force							
Mars 52-Juin 54 Centre-Droit							
Juin 54-Fév. 55 Mendès France							
Fév. 55-Déc. 55 E. Faure Centre-Droit							
Janv. 56-Mai 57 Front Républicain Guy Mollet							
Mai 57-Mai 58 Bourgès-Maunoury Gaillard							

Les majorités successives de la IV^e République.

pas une véritable résurgence de la Troisième Force : avec le gouvernement Guy Mollet, la concentration évolue vers l'union nationale où la droite a une influence prépondérante (cf. Suez, la répression en Algérie). En fait, les deux dernières années de la IV^e République voient des institutions qui se dégradent et des hommes paralysés incapables de faire face à des difficultés insurmontables : la situation est mûre pour le coup d'Etat du 13 Mai.

Des majorités négatives

Quels enseignements tirer de cet échec des coalitions centristes ? L'illusion du centrisme aboutit à faire utiliser la gauche comme caution populaire à une politique de gestion de l'ordre établi, l'immobilisme étant érigé en vertu de gouvernement. En fait, les coalitions centristes de la IV^e République ont toujours été des majorités négatives, qui réunissaient un centre gauche affaibli et un centre droit qui disposait de moyens puissants pour faire sa politique, dans la même crainte des extrêmes (P.C., R.P.F. puis poujadisme après 1956). Le seul dénominateur commun était la politique étrangère avec l'atlantisme et l'Europe, ce qui explique les réalisations de la IV^e République dans ce domaine. Sur tout le reste, il y avait désaccord : sur la laïcité, les problèmes coloniaux, la structure économique et sociale. Cette impossibilité du centrisme à adopter des vues communes sur les problèmes politiques moyens ne fit qu'ajouter à la confusion de la vie politique française où on ne reconnaissait pas la droite et la gauche : « Une droite et une gauche s'établissaient sur chaque problème, et les clivages passaient à l'intérieur des partis eux-mêmes. »

Cette incohérence des majorités du centre a accompagné la remontée du capitalisme français qui avait été ébranlé dans ses structures à la Libération et qui a su profiter de la reconstruction économique, de l'intervention de l'Etat et de la planification utilisées à la satisfaction de ses intérêts, grâce à la puissance de ses groupes de pression. Les nationalisations ont été détournées de leurs buts initiaux et ont perdu en partie leur caractère d'entreprises de pointe à gestion démocratique.

La non-homogénéité des centres, incapables de former des majorités stables, ne fit que renforcer les tares du système et explique le retour au parlementarisme traditionnel, à l'instabilité gouvernementale chronique, bref à un rituel inadéquat qui cachait le passage des pouvoirs réels et des centres de décisions des arènes parlementaires aux cercles plus fermés de la haute administration soucieuse de continuité et d'efficacité, évolution dont le gaullisme a accentué le caractère technocratique.

La fin du centrisme traditionnel ?

C'est en définitive dans la transformation de la société capitaliste française qu'il faut rechercher la cause principale de l'échec de la IV^e République et du centrisme traditionnel : la non-concordance entre la base économique et sociale nouvelle issue des réformes de 1945-1949 et le régime politique de type ancien reposant sur un appareil institutionnel datant de 1875, même s'il avait été rajeuni en 1946, rendaient la crise inévitable.

En effet, l'essor économique depuis 1945 et les transformations sociales qui en ont résulté confirment la thèse marxiste selon laquelle le capitalisme est structurellement révolutionnaire alors que l'on croyait trop, dans les milieux de gauche comme de droite, à sa stagnation. A partir du moment où la peur du communisme s'est trouvée atténuée après la mort de Staline, et où les échéances du traité de Rome arrivaient, il n'était plus nécessaire pour le néo-capitalisme de maintenir un régime parlementaire impuissant, où prédominaient les intérêts des catégories menacées et des classes moyennes traditionnelles. Paradoxalement, la IV^e République est tombée sous les coups de ces catégories, mais leur victoire leur a été arrachée par le gaullisme et les intérêts le soutenant. En effet, trois catégories menacées apparaissent dans les dernières années de la IV^e République : l'archéocapitalisme (les P.M.E., les petits artisans, les commerçants qui ont apporté leurs voix au poujadisme) qui se sent condamné par l'évolution économique, les Français d'Algérie menacés par la fin du système colonial, l'armée traditionnelle attachée à une certaine conception politique de son rôle, que la décolonisation oblige à se convertir. La collusion s'est produite à l'occasion de la guerre d'Algérie. Deux solutions étaient alors possibles : ou l'établissement d'un pouvoir dictatorial et conservateur défendant les menacés, ou un pouvoir autoritaire mais novateur et technocratique en relation avec la modernisation de l'économie française. C'est la seconde solution qui devait à long terme l'emporter.

Dans ces conditions, le gaullisme est un aboutissement, non un accident. Les coalitions centristes, du fait de la détente entre les blocs internationaux, qui a brisé le rideau de fer intérieur, et du fait des transformations économiques, apparaissent condamnées.

Dans cette perspective, il reste alors à l'opposition de gauche, non pas d'espérer avec nostalgie le retour à un régime inadéquat et à des coalitions sans lendemain du type cartel des non, mais de définir des voies nouvelles pour la démocratie allant dans le sens du Socialisme et adaptées à une société industrielle développée, et de lutter pour les faire triompher ce que confirme l'analyse du centrisme actuel. □

Le centrisme sous la V^e

Pourquoi l'accord de second tour est-il complet entre le P.S.U. et le P.C. alors qu'il ne concerne que les circonscriptions où la gauche a des chances de l'emporter entre le P.C. et la F.G.D.S. ? C'est que, toute comme le P.S.U., le Parti Communiste ne s'y est pas trompé : les Centristes tels que Lecanuet, Barrachin et autres ne sont que « des fiefés réactionnaires » qui se camouflent sous l'étiquette du « Centre Démocrate ».

Entre deux formations de droite — gaullistes et centristes — ils ne choisiront pas. « On ne choisit pas entre la peste et le choléra. »

L'analyse de la F.G.D.S. est différente. Pour les Fédérés, le pire ennemi est le gaullisme qu'il faut abattre à tout prix, même si cela conduit à favoriser l'élection de « Républicains de Progrès résolument hostiles au pouvoir personnel ».

Qui est à droite de qui ?

Voici un premier problème posé : quelle est la nature du gaullisme d'une part et du Centre Démocrate d'autre part ? Lequel est le plus à gauche, ou plutôt, lequel est le plus à droite ?

Si l'on s'en tenait aux déclarations des dirigeants de l'une et l'autre formations, l'on croirait que le Centre Démocrate est effectivement au cen-

tre tandis que le gaullisme ne serait ni à gauche ni à droite, ces notions étant dépassées !

La réalité est bien différente, et il suffit pour s'en persuader de quelques remarques sur les intérêts que défendent les formations sur la base électorale qui les soutient et sur les thèmes politiques qu'elles proposent au pays.

On est bien tenté de dire que la famille centriste représente l'archéocapitalisme tandis que le gaullisme représentait le néo-capitalisme. En vérité, il faut nuancer, car gaullistes et centristes sont parcellairement écartelés entre ces deux tendances contraires. Certes, nous savons que dans le cas gaulliste, c'est l'aile néo-capitaliste qui l'a emporté mais elle n'en traîne pas moins derrière elle toute une équipe de capitalistes traditionnels. Au Centre Démocrate, la lutte est moins apparente. Certains Républicains Populaires penchent plus vers le dirigisme, la planification et la « concertation » de l'économie, comme les gaullistes dits de gauche. La plupart des Indépendants restent libéraux orthodoxes comme un bon nombre de gaullistes.

Quant à sa base sociale, le parti des Indépendants, composante essentielle du Centre Démocrate, repose sur les classes privilégiées : il est le porte-parole des anciennes classes libérales ainsi que d'une fraction assez large de la moyenne bourgeoisie (médecins, notaires, avoués de province, propriétaires d'immeubles).



La clientèle gaulliste repose quant à elle sur une partie de la technocratie publique et privée plus consciente des nécessaires aménagements de la société capitaliste.

En ce qui concerne leur base électorale, Centre Démocrate et Gaullisme se différencient sensiblement. Tous deux reposent essentiellement sur une clientèle de Droite modérée, de droite et du Centre. Mais de Gaulle (et les gaullistes comme lui ?) pénètrent dans toutes les familles politiques ce à quoi Lecanuet ne peut prétendre. Ainsi n'est-il pas sérieux de situer aussi bien électoralement que socialement le Gaullisme à la droite du Centre Démocrate !

Faut-il « droitiser » le régime ?

Quant aux thèmes et solutions politiques de chacune des formations, la démonstration est encore plus évidente.

Dans un domaine capital, on sait que le gaullisme est plus à gauche que le Centre des Démocrates : la politique extérieure. Peu importent les motifs qui guident l'action du Général. Dans le monde actuel, résister à l'hégémonie américaine, développer les rapports avec l'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est, dénoncer l'agression américaine au Vietnam, c'est beaucoup mieux que de favoriser l'installation d'une Europe dominée par les U.S.A., renforcer les liens qui nous attachent à l'O.T.A.N. et justifier la lutte que mènent les U.S.A. au nom du « monde libre ».

Ainsi pour Lecanuet qui accepte les institutions de la V^e République, il faut modifier l'orientation du Gaullisme en le rendant plus européen dans un sens traditionnel, plus atlantique et plus libéral ; autant de thèmes qui, s'ils étaient retenus, ne feraient que « droitiser » le régime actuel.

Et Giscard ?

Il n'est donc pas étonnant que Giscard d'Estaing qui se situe à la droite du gaullisme fasse souvent les mêmes choix politiques que Lecanuet. Ce qui les sépare essentiellement est un problème de méthode : tous deux veulent infléchir dans le même sens le gaullisme, mais l'un le tente à l'in-

térieur de la majorité actuelle tandis que l'autre croit pouvoir le réussir de l'extérieur.

Un lourd passé

Mais U.N.R. et Centre Démocrate ne sont pas les seules formations politiques importantes à vocation centriste ; une dernière n'a pas encore choisi clairement et définitivement entre le centrisme et la gauche : la F.G.D.S. et dans son sein la S.F.I.O. Après avoir participé sous la 4^e République à bon nombre de gouvernements centristes, la S.F.I.O. a été rapidement éliminée du pouvoir par le régime gaulliste et rejetée dans l'opposition.

La base sociale et électorale du Parti Socialiste est cependant différente de celle des autres partis centristes. Il ne s'agit plus ici de propriétaires fonciers, d'industriels ou autres professions libérales mais de nombreux fonctionnaires attachés à la notion de l'Etat-Providence, ainsi que de nombreux employés et ouvriers de certaines régions de concentration industrielle ancienne.

Quant au programme de la Fédération de la gauche il reste ambigu. En matière de politique étrangère, les Fédérés demeurent encore attachés, comme le Centre Démocrate à l'atlantisme. Pour ce qui concerne la politique économique et sociale chaque chapitre révèle la difficulté qu'éprouvent les Démocrates-Socialistes à choisir entre d'une part l'intégration au néo-capitalisme qu'ils rendraient plus « social » et d'autre part la transformation de celui-ci en une société socialiste.

Les Français sont-ils centristes ?

Mais en fait, si la France est gouvernée depuis des décennies par des gouvernements centristes cela signifie-t-il que la majorité du peuple français est effectivement centriste ? A en croire une enquête récente de la S.O.F.R.E.S., l'électorat consciemment centriste ne serait pas très important : 9 % tout au plus. Par contre un « Marais » existerait, composé de 32 % des électeurs qui, sans

être forcément centristes par conviction, sans être attachés aux solutions pragmatiques, ni adversaires de tout extrémisme, auraient été conduits jusqu'ici, à voter pour les gouvernements de concentration, ou à accentuer les grands mouvements de fond, par ignorance totale et profond dédain envers la politique.

Cette distinction entre Centre et Marais est importante, parce qu'elle démontre qu'un électorat flottant considérable est disponible qui, selon la conjoncture peut être entraîné à droite ou à gauche.

Vers un grand parti conservateur ?

Les différentes formations centristes iront séparément à la bataille des élections législatives. Mais qu'en sera-t-il ensuite ? Quelles peuvent être les relations entre les différents courants du centre,

Laissons de côté les querelles de personnes dans la succession à assurer. Celles-ci n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles peuvent révéler l'orientation des formations ou de la formation qui sera constituée. A cet égard il faudrait déterminer les chances du néo-capitalisme et celles du capitalisme traditionnel dans la direction de la formation centriste nouvelle qui remplacera la coalition actuellement majoritaire.

Deux raisons militent effectivement en faveur d'un regroupement des partis du centre et de la droite ou d'une absorption des centristes et autres groupes de droite par l'U.N.R. :

— Inévitablement, dans la mesure où le gaullisme n'est pas un phénomène accidentel, une base politique importante survivra à de Gaulle.

— D'autre part, ce regroupement est inscrit dans la logique même de l'élection du Président de la République au suffrage universel.

Si l'U.N.R. réussit ainsi cette intégration de la droite classique, d'inévitables problèmes de regroupement se poseront alors aux partis de gauche.

Le regroupement se fera-t-il au centre ou à gauche avec le Parti Communiste.

De Defferre... à Buron

Pour certains il faut faire revivre la fameuse 3^e force de la 4^e République en reconstituant une coalition du centre-droit et du centre-gauche, des amis de Lecanuet à ceux de Guy Mollet.

Dans cet esprit, M. Robert Buron, avec « Objectif 72 », ne cherche qu'à ressusciter l'expérience qu'avait tentée M. Gaston Defferre à l'occasion des élections présidentielles.

Il s'agirait aujourd'hui encore de regrouper le Centre Démocrate et la F.G.D.S. L'échec de la tentative de G. Defferre est facilement explicable par l'inadaptation des partis politiques traditionnels aux problèmes de notre époque.

En fait, la reconstitution de la troisième force paraît aujourd'hui impossible en France pour trois raisons essentielles :

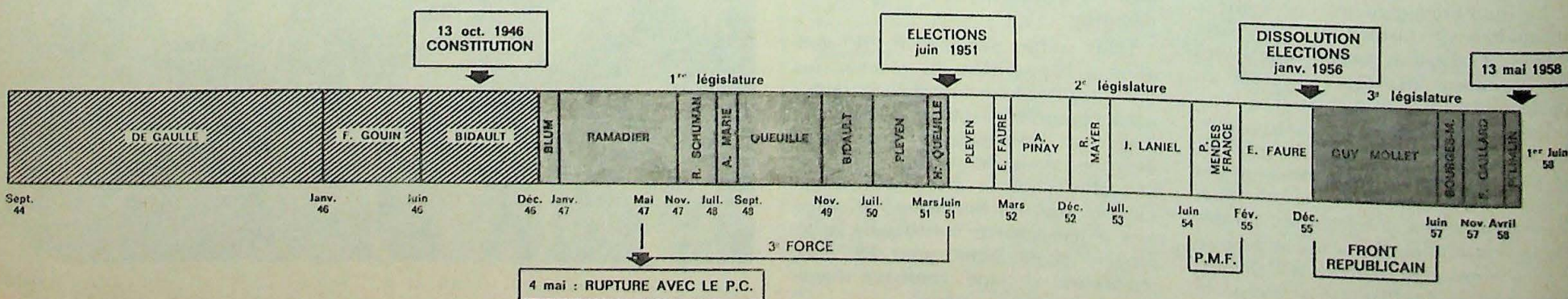
— d'abord parce qu'une telle coalition centriste ne pourrait se former et accéder au pouvoir que si l'U.N.R. se situait totalement à droite. Or, nous avons vu que ce n'était pas le cas ;

— ensuite parce qu'une alliance contre nature est incapable d'appliquer une véritable politique de transformation socialiste et de progrès social qui permettrait de répondre aux revendications de la majorité de la population ;

— enfin parce que le Centre Démocrate a abandonné ce qui constituait un pôle d'attraction essentiel pour les fédérés : l'attachement à la démocratie politique traditionnelle. M. Lecanuet déclare à présent qu'il « se situe à l'intérieur des institutions de la V^e République » ; « qu'il ne s'agit pas de changer de navire mais de cap ». Le Centre Démocrate s'est situé délibérément à droite.

M. Buron aura bien du mal à ressusciter d'ici à 1972 la 3^e force même si pour cela il ne s'embarrasse pas des états-majors des partis.

Ainsi, le regroupement de la droite autour de l'U.N.R., le laminage progressif du Centre rend indispensable en dépit des considérables obstacles accumulés sur sa route, le regroupement de la gauche « socialiste » sur des bases susceptibles d'apporter une véritable solution de rechange au néo-capitalisme. □



de Mao à Mao

(suite de la page 1)

conflits intérieurs par rapport aux relations extérieures de la Chine ?

Essayons d'abord de situer l'évolution des événements. Depuis 1960, ce qui a été au premier plan de l'actualité, c'est la rupture progressive entre Pékin et Moscou, qui a conduit à un état d'hostilité larvée. Cette rupture n'était nullement inscrite dans l'attitude antérieure des deux capitales malgré l'indépendance dont la direction communiste chinoise avait toujours fait preuve vis-à-vis du Kremlin. La révolution de 1949-50 s'était faite en Chine, à travers l'écroulement progressif du Kuomintang sous les coups d'une offensive politico-militaire, malgré la méfiance de Staline. L'appui soviétique aux premiers progrès économiques de la Chine populaire avait cependant été assez large, et les ingénieurs et planificateurs chinois avaient montré une dextérité remarquable, sous l'emprise sans faille du parti communiste, pour s'assimiler les moyens d'une reconstruction industrielle d'envergure. Pourtant, il était évident que cette assimilation se faisait à la chinoise et non par soumission au modèle russe. Certaines données plaçaient la Chine hors cadre : une population de plus de 600 millions d'habitants un accroissement rapide, une étendue immense où les densités maxima de population sont concentrées à l'Est, et dans cette mer paysanne, une classe ouvrière de quelques millions d'hommes et de femmes seulement ; aujourd'hui encore, les « ouvriers et employés » comptent environ 20 à 25 millions de personnes, pas plus. L'armée, la police, les cadres politiques comptent 3 à 4 millions de personnes. Une formidable bureaucratie, beaucoup plus raffinée dans ses moyens que celle de Staline, tenait en laisse et impulsait ces masses humaines à la recherche de voies nouvelles.

Contre la « démocratisation » des régimes communistes

Il est évident que les dirigeants soviétiques ne pouvaient longtemps prétendre « diriger » la Chine comme ils l'avaient fait pour tant d'autres pays. Et la Chine ne pouvait échapper aux problèmes de « l'accumulation socialiste primitive », quoique les formes de la persistance de relations capitalistes et d'une économie petite-bourgeoise fussent très différentes de celles qu'avait connues la Russie de la N.E.P.

En 1956, Mao et le cercle des di-

rigeants avaient modéré les ardeurs de Khrouchtchev contre les Polonais insubordonnés et contre les Hongrois insurgés, comme ils l'avaient fait pour les Yougoslaves. Pourtant ils avaient désapprouvé l'iconoclasie de Khrouchtchev contre la mémoire de Staline.

Dès cette époque, les communistes chinois craignaient à la fois l'emprise de l'U.R.S.S. sur le « camp socialiste », et la féture dans le principe de la toute puissance de l'appareil du Parti et de ses formes bureaucratiques. Il suffit de lire les paragraphes du petit *livre rouge* de Mao sur la discipline et la hiérarchie pour se convaincre que les maoïstes ne pouvaient voir que d'un mauvais œil toute « démocratisation » des régimes communistes, à la russe comme à la yougoslave. L'essentiel pour eux est de préserver l'autonomie de la révolution chinoise, engagée dans le processus de développement du « socialisme dans un seul pays » ; le malheur est que ce « pays » est un monde à lui tout seul, et que ses progrès créent inévitablement des dissentiments avec l'U.R.S.S. d'un côté, et avec le monde dominé par les Etats-Unis d'autre part. En tout cas, la clé de cette évolution ne réside pas essentiellement dans des rapports extérieurs, mais dans la dynamique interne d'une révolution sociale qui était loin d'avoir trouvé ses assises définitives dans la victoire de 1950.

Deux puissantes bureaucraties aux prises

Depuis 1958, les Russes avaient désapprouvé l'expérience des « communes populaires » destinées à forcer la coopération de centaines de millions de familles paysannes : ils craignaient qu'en l'absence d'une industrie assez développée et d'un marché intérieur suffisamment intense, les communistes s'engagent dans une aventure où ils risquaient de se casser le cou. Toutes les interventions soviétiques allaient dans le sens d'un ralentissement de l'évolution chinoise vers le socialisme, ou même vers le communisme, et du maintien des communistes chinois dans cette espèce d'Internationale inter-Etats dont la première formule avait été donnée par le Kominform de Prague, ruinée à la longue par la dissidence yougoslave et les « Octobre » de 1956.

Le conflit avec l'U.R.S.S. n'est donc pas une simple affaire de « politique extérieure ». Il s'agit de savoir dans quel type de relations entre Etats peut se développer la dynamique propre à chacun d'eux, sur le plan économique et social. Les discours et les résolutions-fleuves des dirigeants des deux pays dissimulent le fond des vraies difficultés derrière des « idéologies » où la part des idées sérieuses n'est pas grande. En fait, deux puissantes bureaucraties sont aux prises parce que ni l'une ni l'autre ne peut renoncer aux so-

lutions qu'elles préconisent pour résoudre leurs difficultés économiques intérieures. Il est évident, par exemple, que la « réforme économique » en cours en U.R.S.S., quelle que soit sa signification à long terme, ne peut paraître qu'un glissement vers un néo-capitalisme d'Etat auquel la Chine ne pourrait en aucune manière se rallier. A l'inverse, la politique agraire de la Chine, qui reste le fondement de son régime, a une allure qui ne répond nullement aux besoins actuels de l'agriculture soviétique, de plus en plus dépendante des exigences de l'industrie.

Dans ces conditions, il est vraisemblable que peu à peu une partie des dirigeants chinois (dont Liu Shao Chi) se soit ralliée à la nécessité d'un compromis avec l'U.R.S.S. afin de retrouver la voie d'une coopération économique, sur le marché international comme sur le marché intérieur au « camp Socialiste », tandis que Mao, son appareil et son armée, envisageaient de plus en plus ouvertement la poursuite d'une « voie chinoise » pour laquelle l'U.R.S.S. n'était plus qu'un pays comme un autre. Ainsi, le heurt des deux grandes bureaucraties nationales se transformait peu à peu en un conflit entre deux fractions du parti communiste, et des organisations syndicales et culturelles chinoises.

Au cours de l'année 1966, chacune de ces deux grandes fractions bureaucratiques se sont opposées avec une violence croissante, et finalement dans les derniers mois de 1966, la lutte est descendue dans la rue, dans les entreprises et dans les logements. La « grande révolution culturelle » apparaît comme l'emblème sous lequel la fraction maoïste, appuyée par la direction de l'armée, dominée par Lin Biao, a entrepris de reprendre tout le pouvoir pour provoquer une rupture complète avec ceux que, en Chine même, hésitaient plus ou moins à répudier définitivement le « modèle russe ».

L'intervention des masses

Mais pour y parvenir, Mao et ses partisans durent se résoudre à faire entrer en ligne les masses, c'est-à-dire à déborder les moyens dont les appareils de type stalinien se servent d'habitude pour remporter une victoire politique.

Ce phénomène est complètement nouveau dans l'évolution des grandes bureaucraties communistes. La mobilisation des *Gardes Rouges*, la multiplication d'associations locales de travailleurs, de jeunes, de femmes, sous les noms les plus divers et les plus imagés, répondent à de vieilles traditions chinoises. Mais celles-ci sont mises aujourd'hui au service d'une fraction dirigeante du Parti, qui reste omnipotent dans son principe, parce que c'est devenu le seul moyen de faire plier le genou à la fraction adverse. Les adversaires de Mao se sont retranchés dans ce qu'on appelle « l'économisme » et les ten-

dances capitalistes ». Autant que les informations disponibles permettent de s'en faire une idée, il s'agit d'une tentative de répondre à l'offensive de la révolution « culturelle » (entendez : des rapports de pouvoir) par une offensive démagogique de la résistance « économique ». L'appareil du Parti et les administrations économiques ont utilisé leurs forces pour tenter de freiner l'irruption des *Gardes Rouges* dans la lutte : ils ont bloqué les comptes en banque et l'approvisionnement des marchés, procédé à des versements de salaires imprévus révisés les plans de production, et provoqué de véritables *lock-outs* larvés. Dans les campagnes avoisinant les grandes villes, ils ont provoqué ou laissé se produire des reprises individuelles aux communes populaires. Tout cet apparent désordre, orchestré à grand renfort de panneaux d'affichages géants et de coups de gong, a dégénéré ici et là en bagarres, en petites émeutes de pression, et finalement certains corps de troupe ont dû intervenir, surtout en province, pour soutenir sans ménagements les partisans de Mao.

Cet ébranlement est loin d'être terminé. Derrière les agitations populaires, les clans bureaucratiques se reforment, mais dans l'état actuel de l'armature politique du pouvoir en Chine on ne voit pas bien comment le clan qui a l'armée à sa disposition pourrait ne pas être victorieux. L'anarchie des « temps troubles », la « lutte des royaumes », qui font partie des annales ancestrales de la Chine impériale et féodale, sont impossibles aujourd'hui. Les populations des régions éloignées du Sin Kiang, du Tibet, du Yunnan, en font l'expérience.

Une authentique « guerre civile » signifierait que les deux groupements bureaucratiques ont perdu simultanément la partie, et que leur discordance a dégénéré en une lutte de classes ouverte au sein des masses populaires. Mais chacun des deux camps redoute cette issue, et il est plus probable qu'après plusieurs étapes — car tout marche par étapes en Asie — la fraction dominante qui aura repris tout le pouvoir en mains se verra contrainte à montrer, sur le plan économique, et sur le plan social, quels sont les plans qu'elle mûrissait à l'abri de sa querelle avec la direction de l'U.R.S.S. Le résultat le plus probable est que la Chine, loin de connaître une « démocratisation » du régime, malgré l'entrée en scène de masses populaires assez bien contrôlées, se tournera vers une entreprise de construction industrielle à grande échelle qui peut seule fournir une base durable à son autonomie, à sa résistance aux empiètements soviétiques, et finalement à sa défense contre les entreprises américaines à ses frontières du Pacifique.

Il n'est donc pas facile de juger les événements de Chine d'après les critères classiques de « droite » et de « gauche ». Bien entendu, les adversaires de Mao ne sont pas des forces capitalistes classiques, ou des bour-



geois réactionnaires. Ce sont plutôt des cadres administratifs enclins à temporiser dans cette sorte de N.E.P. qu'est aujourd'hui dans son fond, l'économie chinoise. Et l'accusation « d'économisme » et de « capitalisme » lancée contre eux a la même valeur que l'accusation de vouloir « rétablir le capitalisme » que Staline lançait contre l'opposition de gauche russe dans les années 1930 puis contre la Yougoslavie en 1948 (qualifiée par dessus le marché de fasciste). Mais la situation est telle qu'une temporisation, une stabilisation des rapports économiques actuels — sans doute souhaitée par l'opposition comme Boukharine la souhaitait dans les années 30 en U.R.S.S. — met en danger toute la structure économique et politique de l'État chinois. La réaction des maoïstes et leur lutte pour restaurer tout le pouvoir de la bureaucratie dirigeante montre que

ce danger a été perçu, et probablement qu'il y sera paré.

L'armée, instrument décisif

Dans ces conditions la position internationale de la Chine est passée au second plan au cours de la lutte. Les encouragements prodigués par le groupe Mao aux luttes de guérilla internationale, contre les positions américaines en Asie et en Amérique Latine, la théorie illustrée par Lin Piao sur la stratégie mondiale d'étouffement des « villes impérialistes » par les « campagnes révolutionnaires » sont en grande partie de caractère littéraire. La guerre du Vietnam crée bien entendu une situation pleine de risques aux frontières méridionales de la Chine, comme en Corée. Mais ces derniers mois, la menace américaine a servi à Mao de mot d'ordre de rassemblement autour de l'ar-

mée, instrument décisif de son pouvoir, plutôt que l'occasion de développer une politique active de révolution internationale. De même, l'accusation de collusion soviéto-américaine lui sert de moyen d'arriver à briser définitivement toute tentative de rapprochement avec l'U.R.S.S., plutôt qu'à soutenir aussi activement qu'il le pourrait le général Giap, à supposer que celui-ci souhaite cet appui redoutable. Pour défaire l'opposition en 1936 et monter les « Procès de Moscou », Staline brandissait aussi les dangers de guerre — alors qu'une révolution socialiste, commencée en Espagne était possible en Europe occidentale. Mais c'était pour mieux assurer un pouvoir bureaucratique absolu couvrant les déficits économiques et la croissance industrielle.

Bien entendu, cela ne signifie pas que l'évolution intérieure de la Chi-

ne n'ait pas d'importance pour les rapports internationaux, et par suite sur l'équilibre militaire mondial. Mais cela montre qu'il est peu probable qu'un « compromis » pour le rétablissement de la paix au Vietnam doive avoir — s'il a lieu — une influence considérable sur la lutte pour le pouvoir qui se déroule en Chine. Cela montre aussi que la lutte des révolutionnaires vietnamiens ne dépend pas directement de l'évolution des choses en Chine. Il est vrai que toutes les situations sont « indépendantes », notamment en Asie. Mais cela ne veut pas dire qu'elles peuvent évoluer toutes en même temps, et doivent être tranchées solidairement. La lutte que mène actuellement Mao doit trouver son propre dénouement sur place, quelle que soit l'évolution de la guerre dans la péninsule indochinoise. □

P. S. U.

Liste nationale des candidats

AISNE

5^e Soissons - HERODY Michel, professeur - secrétaire fédéral adjoint.

ALPES-MARITIMES

2^e Nice 4 et 5 - WALTER Jean, agent Air France - secrétaire fédéral.

ARDENNES

3^e Sedan - DESSON Guy, conseiller général - ancien député - membre du bureau national.

ARIEGE

2^e Pamiers-St-Girons - BARAT Roger, huissier - secrétaire fédéral.

AVEYRON

3^e Millau - VIEILLARD Paul, professeur - membre du bureau fédéral.

BOUCHES-DU-RHONE

7^e Marseille 3 - PERGANTI Dominique, docker.

CALVADOS

1^{re} Caen - PETITE Jean, professeur - militant syndicaliste.

2^e Lisieux - COMBES Maurice, employé S.N.C.F. - membre du C.P.N.

3^e Pont-l'Évêque - BOURDON Robert, professeur.

CHARENTE-MARITIME

1^{re} La Rochelle - BOUSCASSE Marc, président Ligue des Droits de l'Homme de La Rochelle.

2^e Rochefort - MERCIER Léo, tourneur, conseiller municipal de Tonnay-Charente.

5^e Royan - BOUCHER Michel, docteur - maire de Pisany - secrétaire fédéral.

CHER

1^{re} Bourges - DUCHEREUX Albert, conseiller municipal de Saint-Florent.

CORREZE

3^e Ussel - KELLERMANN Michel, chirurgien-dentiste.

COTES-DU-NORD

1^{re} Saint-Brieuc - LE FOLL Yves, maire de St-Brieuc - conseiller général.

2^e Dinan - BOQUEN Romain, inspecteur à la Mutualité Agricole.

3^e Loudéac - PERRAULT Adolphe, conseiller municipal de Loudéac.

5^e Lannion - JAGORET Pierre, inspecteur de la Sécurité sociale - conseiller municipal de Lannion - conseiller général.

CREUSE

1^{re} Guéret - FERRAND Pierre, docteur - maire de Royère - conseiller général - ancien député.

DORDOGNE

1^{re} Périgueux - VOIRY Maurice, expert des tabacs - membres du bureau fédéral.

DROME

1^{re} Valence - MARTINET Gilles, secrétaire national adjoint du P.S.U.

EURE

1^{re} Evreux - PUISAIS Harris, membre du secrétariat national du P.S.U. - directeur de « Tribune Socialiste ».

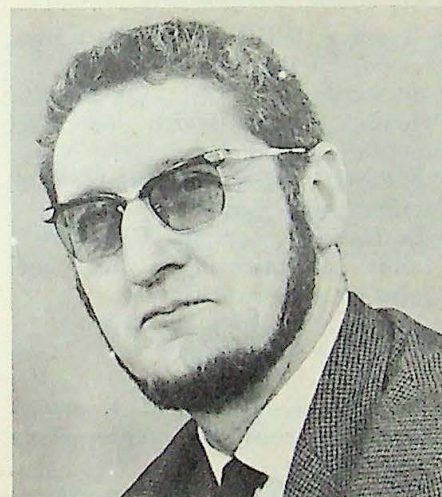
3^e Louviers - BINOT Jean, ancien député.



Daniel HOLLARD
Isère 1^{re} - Grenoble-Est.



Roger PRAT
Finistère 4^e - Morlaix.



Marcel PIERRÉ
Loire - Saint-Etienne-Nord.

EURE-ET-LOIR

1^{re} Chartres - FOUCART René, maire de Mainvilliers.

FINISTERE

1^{re} Quimper - LE DILOSQUER Alain, conseiller municipal de Pont-l'Abbé - membre du C.P.N.

4^e Morlaix - PRAT Roger, conseiller général.

GARD

2^e Beaucaire - VIGOUROUX Fernand, employé d'assurances - conseiller municipal de Nîmes - secrétaire fédéral.

HAUTE-GARONNE

1^{re} Toulouse-Nord - Martin Henri, professeur.

2^e Toulouse-Centre - BADIOU Raymond, ancien maire de Toulouse - ancien député.

3^e Toulouse-Sud - MONTARIOL Alexandre, secrétaire fédéral - membre du C.P.N.

4^e Toulouse-Ouest - AUBANT Achille, conseiller général - ancien député - ancien ministre.

GERS

2^e Condom - BAURENS Alexandre, maire de Valence-sur-Baise - conseiller général - ancien député - secrétaire fédéral.

GIRONDE

3^e Bordeaux 3 et 4 - TAIX Gabriel.

HERAULT

3^e Sète - RASSE Xavier, docteur en pharmacie.

ILLE-ET-VILAINE

1^{re} Rennes-Nord - FOULON Charles, professeur Faculté Lettres - secrétaire fédéral.

INDRE-ET-LOIRE

1^{re} Tours - BLONDEAU Michel - professeur - membre du bureau fédéral.

ISERE

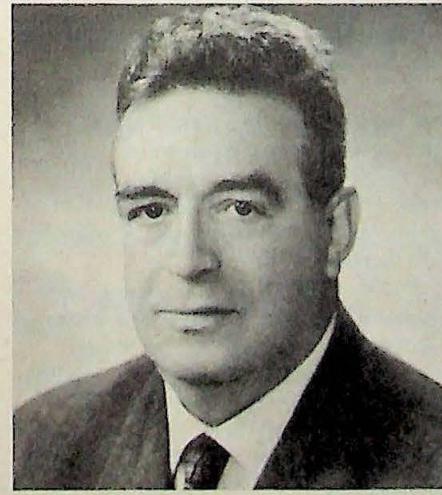
1^{re} Grenoble-Est - HOLLARD Daniel, professeur faculté Médecine - conseiller municipal de Grenoble.



Victor MADELAINE
Moselle 3^e - Thionville-Ouest.



Jean PETITE
Calvados 1^{re} - Caen.



Louis POINTIER
Seine-Maritime 6^e - Le Havre



Emile GODET
Savoie 2^e - Albertville.

- 2^e Grenoble-Sud - MENDES FRAN-
CE Pierre, ancien président du
Conseil.
3^e Vizille-la-Mure - GRAND André,
agent technique E.D.F.
6^e Vienne-Sud - MICOUD Henri, re-
présentant - Secrétaire de Section.

JURA

- 1^{re} Lons-le-Saulnier - PETIARD Jean,
professeur - membre du bureau fédé-
ral.

LOIRE

- 1^{re} St-Etienne-Nord - PIERRE Mar-
cel, secrétaire fédéral.
3^e St-Chamond - FRANC Félix, ins-
tituteur - militant syndicaliste.
4^e Firminy - MEDARD Paul, profes-
seur.
5^e Roanne - SALAUD Marcel, em-
ployé de tissage.

LOIRE-ATLANTIQUE

- 1^{re} Nantes-Nord - MILPIED Mauri-
ce, dessinateur - militant syndi-
caliste - membre du C.P.N.
6^e St-Nazaire - AUBRY Jean, profes-
seur.

LOIRET

- 1^{re} Orléans-Ouest - GOND Michel,
typographe.

MAINE-ET-LOIRE

- 2^e Angers-Sud-Est - SECHER Roger,
surveillant de travaux - secrétaire
fédéral - membre du C.P.N.

MARNE

- 2^e Reims 2 et 4 - VANCRAYENEST
Jean, artisan tisserand.

HAUTE-MARNE

- 1^{re} Chaumont-Langres - WEIDMANN
Bernard, instituteur - membre du
bureau fédéral.

MEURTHE-ET-MOSELLE

- 1^{re} Nancy-Nord - LALLEMAND Jean,
professeur.

MORBIHAN

- 1^{re} Vannes - QUEVERDO Eugène,
professeur - militant syndicaliste.

MOSELLE

- 1^{re} Metz 1 - BRIXHE Claude, pro-
fesseur faculté Lettres de Nancy.
3^e Thionville-Ouest - MADELAINE
Victor, ajusteur - militant syndi-
caliste - maire de Nilvange.

NORD

- 1^{re} Lille-Centre-Ouest - LEBLEU Ar-
mand, inspecteur de l'Enseigne-
ment Technique.
2^e Lille-Sud et Sud-Ouest - FAIVRE
Jean-Marie, secrétaire fédéral -
membre du C.P.N.

PAS-DE-CALAIS

- 7^e Calais - CHIFFLARD Albert, che-
minot.

PUY-DE-DOME

- 2^e Clermont-Nord et Sud-Ouest -
PARENT Jean, professeur faculté
de Droit - (1).
3^e Issoire - LESBRE Serge, institu-
teur.

BASSES-PYRENEES

- 2^e Oloron - BOISSON Pierre, mem-
bre du bureau fédéral.

HAUT-RHIN

- 2^e Guebwiller - BANNWARTH
Etienne, mécanicien - conseil-
ler municipal de Sultz.

RHONE

- 1^{re} Lyon 1 et 2 - SIMON Pierre, doc-
teur.
2^e Lyon 2, 5 et 6 - DEPARDON Elie,
magasinier - militant syndicalis-
te.
3^e Lyon 3 et 4 - GERBE Suzanne,
professeur.
7^e St-Genis-Laval - BARTHELEMY
André, secrétaire fédéral - mem-
bre du C.P.N.

SAVOIE

- 2^e Albertville - GODET Emile, direc-
teur de C.E.G.

HAUTE-SAVOIE

- 1^{re} Annecy - MANNEVILLE Pierre,
conseiller municipal de Crans.

SEINE-MARITIME

- 1^{re} Rouen - DUBREUIL Robert, pro-
fesseur - secrétaire de section.
3^e Sotteville - BEREGOVY Michel,
cheminot - secrétaire fédéral -
membre du C.P.N.
5^e Fécamp - ROUSSEL Pierre, con-
seiller municipal de Bolbec.
6^e Le Havre 1, 2, 5, 6 - POINTIER
Louis, secrétaire de section - ad-
joint au maire du Havre.

SOMME

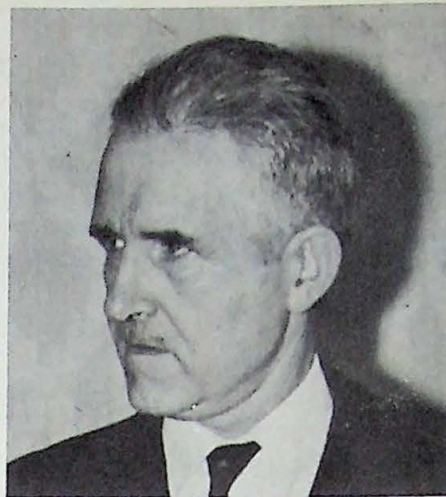
- 2^e Montdidier - ETIENNE François,
géomètre - conseiller municipal de
Montdidier.
5^e Péronne - MARTEIN Jean-Pierre,
professeur.

VOSGES

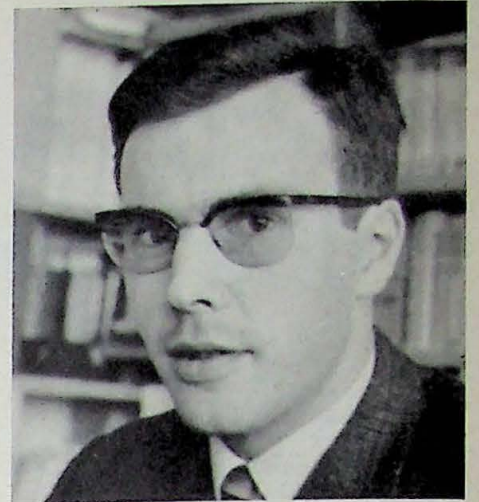
- 2^e Saint-Dié - NOEL Pierre, maire
de St-Dié.

REGION PARISIENNE
PARIS

- Paris 1^{re}, 1^{re}, 4^e - PRAGER Rodol-
phe, agent de tourisme - membre
du bureau fédéral.
2^e, 2^e, 3^e - WEILL David - avocat -
conseiller municipal de Paris -
conseiller général de la Seine.
3^e, 5^e - VERDIER Robert, profes-
seur - ancien député.
4^e, 6^e - LAUTMANN Jacques, cher-
cheur au C.N.R.S. - militant syndi-
caliste.
8^e, 10^e - NOULE Roger, chef de ser-
vice à l'A.F.P. - membre du C.P.N.



Raymond BADIOU
Haute-Garonne 2^e - Toulouse-Centre



Jean-Pierre MARTEIN
Somme 5^e - Péronne



David WEILL
Paris 2^e - 2^e et 3^e arrondissements



Jean BINOT
Eure 3^e - Louviers.



Pierre JAGORET
Côtes-du-Nord 5^e - Lannion.



Pierre SIMON
Rhône 1^{re} - Lyon 1 et 2.



Pierre NOEL
Vosges 2^e - Saint-Dié.



Albert DUCHEREUX
Cher 1^{re} - Bourges.

- 9^e, 11^e Folie-Méricourt - SAREM-BAUD Raymond, dessinateur - secrétaire de section.
 10^e, 11^e Roquette - JOUFFA Yves, avocat.
 13^e La Gare - GRIMAL Michel, militant syndicaliste.
 14^e, 13^e Maisons-Blanche - BOURDET Claude, conseiller municipal de Paris - conseiller général de la Seine - membre du bureau national.
 15^e, 14^e Montparnasse - CHAPUIS Robert, professeur.
 16^e, 14^e Plaisance - MANGENOT Marc.
 17^e, 15^e St-Lambert - NAVILLE Pierre, directeur au C.N.R.S. - membre du C.P.N.
 19^e, 15^e Javel - LAVEZZI Claude, membre de la C.E.F.
 20^e, 16^e Auteuil - AUDRY Colette, écrivain.
 24^e, 17^e Epinettes - NARDIN Pierre, membre du bureau fédéral.
 25^e, 18^e Grandes-Carrières - LAUBREAUX Philippe, secrétaire fédéral.
 28^e, 19^e Combat - MARCHI Pierre, agent E.D.F. - membre du C.P.N.
 30^e, 20^e Belleville - GOZAR André, instituteur - militant syndicaliste.

HAUTS-DE-SEINE

- 3^e Colombes - STIBBE Pierre, avocat - membre du bureau national.
 5^e Courbevoie - PIGOT Daniel, membre de la C.E.F.
 7^e Nanterre-Suresnes - FREVAQUE Bernard, employé.
 11^e Vanves-Issy-les-Moulineaux - DAUPHIN Roger, journaliste.
 12^e Sceaux - DÉPREUX Edouard, ancien député - ancien ministre - secrétaire national du P.S.U.

SEINE-ST-DENIS

- 1^{re} Epinay-St-Ouen - MIGNOT Daniel, employé de banque.
 4^e Bobigny - SOCHON André, représentant.
 7^e Montreuil-Rosny - BRIDIER Manuel, chargé de mission.

VAL-DE-MARNE

- 1^{re} Arcueil-Villejuif - LECLERC Henri, avocat - membre du bureau fédéral.
 2^e Choisy-Fresnes - RINGUET Pierre, employé E.D.F. - membre du bureau fédéral.

- 3^e Ivry-Vitry - MALEK Serge, courtier d'assurance.
 4^e Alfortville - POILVE Guy, employé P.T.T. - maire-adjoint d'Alfortville - membre du bureau fédéral.
 8^e Villeneuve-St-Georges - PECOUP Jean, secrétaire fédéral adjoint.

ESSONNE

- 4^e Palaiseau - BABIN Jean, employé S.N.C.F.

VAL-D'OISE

- 5^e Montmorency - LEROY Roger, médecin - conseiller municipal d'Eaubonne.

YVELINES

- 4^e La Celle-Saint-Cloud - ROCARD Michel, inspecteur des finances - membre du secrétariat national P.S.U.
 5^e Versailles-Nord - BOULANT Christian, agent Air-France. □



Henri LECLERC
Val-de-Marne 1^{re} - Arcueil-Villejuif.

(1) *Le P.S.U. et la F.G.D.S. ont décidé de soutenir en commun ces 2 candidatures dans les circonscriptions où se présentent MM. Giscard d'Estaing et Chaban-Delmas.*

Cette liste de 110 candidats tient compte des retraits de candidature que le Bureau National a fait connaître aux fédérations intéressées à la suite de l'accord conclu entre la F.G.D.S. et le P.S.U. Une dernière liste de candidats sera publiée dans le prochain numéro de Tribune Socialiste. □

 Campagne TS

La vraie question

Voilà maintenant plus de deux mois que la nouvelle formule de Tribune Socialiste paraît. Au travers des lettres que nous recevons, des réunions que la période impose, des échos recueillis dans les milieux professionnels, nous pouvons dire sans fausse modestie, que les encouragements l'emportent très largement sur les critiques. Encore qu'étant sensibles aux deux, nous accordions plus d'attention aux secondes.

Est-ce que le rythme des abonnements a suivi ce courant ? Honnêtement non. Certes les premiers résultats indiquent que de grandes possibilités existent. Près de mille abonnements nouveaux auront été atteints en huit semaines. Considéré par rapport à l'ensemble de nos lecteurs, à l'ensemble des forces militantes de notre Parti, ce chiffre est dérisoire.

Considéré par rapport au nombre de ceux qui se sont mis au travail, il est exceptionnel.

Il faut le dire tout net, il n'y a pas de miracle. Nous avons fait un pari en lançant le nouveau T.S.

Il consistait à gagner le nombre de lecteurs suffisants, pour que T.S. vive normalement et devienne un support publicitaire indiscutable.

Nous sommes près d'atteindre ces deux objectifs. Mais près seulement.

Il dépend de l'effort de chacun de nos abonnés et de nos lecteurs, que T.S. atteigne un nouveau palier.

Toutes les semaines, nous refusons d'excellents articles faute de place. Toutes les semaines, nous sentons que nous pourrions faire mieux, beaucoup mieux, si quelques moyens supplémentaires nous étaient donnés.

Il ne fait de doute pour aucun d'entre nous, que T.S. peut devenir un hebdomadaire indispensable pour tous ceux qui en France, sont attentifs au devenir de ce que nous représentons. Encore faut-il les toucher vraiment, et donc les prospecter, faire connaître notre existence, mettre entre leurs mains quelques exemplaires de notre journal.

Pour cela il faut de l'argent beaucoup d'argent que chacun fasse donc dès aujourd'hui l'effort nécessaire. Que chacun réalise un objectif simple : *faire un nouvel abonné.*

L'avenir du journal, ses progrès et ses améliorations sont entre les mains de nos lecteurs.

Que chacun en prenne conscience et agisse. Telle est la vraie question. □

CELA EST POSSIBLE

Au cours du meeting tenu à Valence par Gilles Martinet et Pierre Mendès France, 580 exemplaires du numéro spécial du programme du P.S.U. ont été vendus.

 Matériel disponible

- BROCHURES
- FGDS
- Santé
- Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10
- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :
l'exemplaire 1 F.

- C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

- DISQUES

- Portugal résiste
- Chants de lutte
- L'Internationale

L'exemplaire : 10 F.

- CORRESPONDANCE MUNICIPALE

N° spécial sur les réformes administratives.

Paiement à la commande.
Tribune Socialiste

54, bd Caribaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 5826-65 Paris

Souscription Nationale

Les carnets de bons de soutien vous sont maintenant parvenus.

Le tonus, de notre campagne électorale, dépend largement de leur succès.

Bon travail à tous.

 Réunions

Le 10 février à 20 h 30, au foyer Paul Froment, place du marché (Vitry), importante réunion publique, sous la présidence de S. Malek et G. Lepage, consacrée au programme Santé du P.S.U. et Enfance Inadaptée.

Avec la participation du Professeur agrégé F. Kahn de l'hôpital Lariboisière, de Claude Perrot, éducateur, militant syndicaliste et le docteur F. Goust, promoteur maison médicale d'Ivry. □

Cinéma

Sa Majesté Eisenstein

Jean Helms

Aucune foule, aucune tempête en quarante ans n'ont encore crevé l'écran avec autant de saisissante grandeur que la proue du cuirassé « Potemkine ». Un seul homme reste le chantre incontesté de ce « grand soir » d'une moitié du monde : Sergueï Mikhaïlovitch dont les prénoms chantent à l'oreille du cinéophile comme deux initiales royales, S.M. Eisenstein. Or voilà que les deux seuls films que le grand public ignorait encore « Octobre » et « La Grève » sont projetés en ce moment en France. L'événement est d'autant plus apprécié que l'œuvre d'Eisenstein est peu abondante : sept films en vingt-cinq ans.

La grève.

« La Grève » est le premier film d'Eisenstein. Du temps de Lénine, nettement plus libéral en matière culturelle que son successeur, une prodigieuse effervescence intellectuelle animait la capitale de l'Union Soviétique. C'est le règne, un peu anarchiste, des futuristes et de Maïakovsky. Eisenstein, son ami, qui s'était d'abord intéressé à la peinture et au théâtre, se tourne vers le cinéma. « Intolérance », un film surestimé de l'Américain Griffith, lui a cependant révélé le septième art. Eisenstein et un groupe d'amis prétendent à ce moment réaliser sept films sur les enseignements tirés des combats pré-révolutionnaires de leur pays. Cette somme révolutionnaire doit prendre le titre ambitieux de « Vers la dictature du prolétariat ». En fait, un seul projet sera mené à bien : celui d'Eisenstein.

« La Grève » n'est sûrement pas un film très achevé. Il n'en est pas moins, en 1924, le premier chaînon des œuvres exceptionnelles que le cinéaste allait généreusement composer avec Edouard Tissé, son irremplaçable opérateur. On trouve déjà dans ce film une symbolique un peu appuyée (parfois destinée à compenser l'absence du son), que Eisenstein devait porter à sa perfection dans « Octobre ». Quand Eisenstein tourne « La Grève », il a vingt-six ans. Cela se sent. Pareil aux œuvres de jeunesse de Brecht, ce film confond parfois l'outrance et la grandeur, trébuche sur des plans intimidants et mêle avec insouciance le burlesque et le sang. « C'est un film aussi échevelé que je l'étais moi-même » conviendra plus tard l'auteur.

Mais la satire ou la démonstration politique cèdent parfois le pas à des scènes aussi réussies que l'insoutenable arrosage des militants écrasés par des trombes d'eau ou — à l'opposé — les ébats du père en grève et de l'enfant surpris de le trouver au lit. On pense à Chaplin (un des meilleurs amis du réalisateur). Une certaine émotion s'en dégage, peut-être

moins sensible dans les chefs-d'œuvre ultérieurs. On est frappé par ailleurs de la place considérable occupée par les provocateurs et les espions qui s'infiltrèrent sournoisement dans les rangs des prolétaires. L'on sait quelles profondes racines cette obsession a pu développer... Quoi qu'il en soit, le message léniniste du film est clair comme un meeting politique : pour vaincre il faut s'organiser (1).

Octobre.

Le dessein d'« Octobre » est autrement ambitieux. C'est la peinture même de ces « Dix jours qui ébranlèrent le monde ». Eisenstein n'a pas trente ans quand il réalise ce film mais il a montré, avec « le Potemkine », qu'il pouvait maîtriser avec succès sa nature fougueuse. « Potemkine » écrivit-il, a quelque chose du temple grec. « Octobre » est un peu baroque. Certaines parties en sont purement expérimentales. Ce sont des méthodes de création intellectuelle qui, je crois, se développeront. Pour mon compte personnel « Octobre » est plus intéressant. Eisenstein fait allusion à ses « séquences hiéroglyphiques » et à ses symboles pesants qui ne sont peut-être pas ce qui retient le plus de son œuvre.

Sous le ciel noir de Finlande, Lénine (qu'interprète Pouvrier Nikandrov) parle aux soldats russes fatigués par la guerre. Les visages s'interrogent, bientôt les crosses vont choir sur la neige, les cordages sur le pont du « Kronstadt » en attendant que des milliers de faux jaillissent de la multitude des paysans. La révolution de 1905 a échoué mais, progressivement l'agitation gagne tout le pays tandis que dans les allées arides du Palais d'Hiver, Kerenski médite devant un buste de Napoléon...

Le ralliement des esprits ne va pas sans mal. L'affrontement des activistes de Smolny avec la fameuse « Division Sauvage » sur laquelle Kerenski avait fondé tant d'espairs, est un des plus beaux moments du film : les redoutables sabres émer-



gent de leurs gaines, les fronts se plissent puis s'éclairent en lisant les prospectus des agitateurs : « La terre, le pain, la paix pour tous ». Une danse sauvage dans la plaine scelle cette réconciliation, prélude aux ralliements ultérieurs. Au congrès du 25 avril 1917 où s'opposent mencheviks, socialistes révolutionnaires et bolcheviks, des délégations militaires vont apporter leur soutien aux amis de Lénine qui sent venir la victoire...

Les jours de Saint-Petersbourg sont comptés. Alors commencent ces séquences extraordinaires mobilisant une ville, l'armée du gouvernement et le croiseur « Aurore », pour les tourner : l'écran s'ouvre à la foule mitraillée, au pont de la Néva entraînant dans sa pente impressionnante les cadavres des insurgés ou d'un cheval surpris lors de leur passage. Visions impérissables où Eisenstein est passé maître. Puis c'est la grande veillée d'arme, sous le clair de lune, aux pieds du palais impérial. Du haut des créneaux, les érinnyes de la section spéciale pointent encore leurs fusils sur les assaillants avant de se rendre ou de fuir par grappes dans ces salles innombrables envahies par une marée humaine...

Trotsky et Poudovkine.

Convenons-en toutefois. Ces tableaux admirables sont proposés dans une certaine confusion que le rythme de projection de l'époque ne fait qu'accentuer. Visiblement l'auteur était pressé d'achever cette fresque de longue haleine, aux coupures monumentales (quarante heures de film réduites aux deux heures actuelles) mais qui n'étaient pas seulement techniques. Ainsi Staline, qui venait d'éliminer politiquement Trotsky, fit supprimer toutes les séquences où ce dernier apparaissait, évidemment au premier plan.

Et puis Eisenstein était harcelé par son producteur, soucieux de tenir les délais draconiens imposés par la dixième anniversaire de la Révolution, (délais d'ailleurs non tenus) d'autant qu'au même moment, dans la même ville, son rival Poudovkine tournait le même film (« La fin de Saint-Petersbourg »). « Je bombardais le Palais d'Hiver depuis l'« Au-

rore », racontait Poudovkine, pendant qu'Eisenstein le bombardait depuis la forteresse de Pierre et Paul. Une nuit j'abattis une partie des balustrades du toit, et je fus atterré des conséquences possibles, mais heureusement, la même nuit, Sergueï Mikhaïlovitch brisa deux cents vitres des appartements privés. » On disait, en plaisantant seulement à moitié, que le Palais d'Hiver subit alors plus de dommages qu'en 1917.

Un honneur tardif.

Le cycle révolutionnaire soviétique s'achève avec le point d'orgue de « La ligne générale », le dernier film muet d'Eisenstein. En 1930, celui-ci tourne au Mexique l'œuvre la plus déroutante de sa carrière. « Que Viva Mexico ! », film somptueux qui sera monté sous diverses formes, en dehors de toute intervention de l'auteur. Désormais, le cinéaste se consacre aux grandioses rétrospectives historiques : c'est « Alexandre Neusley » (mis en musique par Prokofiev) qui obtiendra à son auteur l'ordre de Lénine, et le monument d'« Ivan le Terrible » qui s'étend de 1942 à 1947. Mais il faudra attendre 1958 pour que la deuxième partie de ce chef-d'œuvre soit autorisée.

Eisenstein préparait une nouvelle version d'« Ivan le Terrible » (pour remplacer la censurée) et projetait un film sur Boris Godounov et sur Pouchkine, son poète préféré, quand la mort le surprit parmi ses milliers de croquis et de notes, le 9 février 1948. Il avait cinquante ans.

Peu de cinéastes auront subi autant que celui-ci censure, échecs commerciaux, falsification et discrédit politique. L'excellent documentaire soviétique de V. Katanian qui accompagne « La Grève » semble avoir oublié cet aspect de son héros, honoré tardivement du respect qui lui revient. Héros malheureux d'une œuvre prodigieuse, une des rares, sinon la seule, qu'ait produit le cinéma soviétique tout entier. □

BIBLIOGRAPHIE SUR EISENSTEIN
Barthélémy Amengual, « Premier Plan » (1963).

Jean Mitry (P.U.F. - 1956).
Léon Moussinac, Collection « Cinéma d'aujourd'hui » (Seghers, 1964).
Marie Seton (Seuil, 1957).

(1) Cinéma La Pagode.

□ Livre

Sociologie du bonheur

Maurice Combes

Est-il pour les hommes une question plus importante que la recherche du bonheur ? Mais peut-on aboutir à une définition du bonheur, celui-ci ayant avant tout un caractère subjectif ? On voit toute la difficulté du sujet traité par Jean Cazeneuve, successeur de Georges Gurvitch à la chaire de sociologie de la Sorbonne (*).

A partir d'observations familières et d'analyses abstraites, l'auteur s'efforce de cerner les différentes conceptions du bonheur à travers les âges, dans les sociétés primitives et dans notre société technicienne. Il le fait à la fois en philosophe et en sociologue car le second n'est pas aussi démuné qu'on pourrait le croire en face d'un tel problème. Après tout, comme le démontre Jean Cazeneuve « les peuples ont toujours le paradis qu'ils méritent ». Mais les individus ont-ils pour autant le bonheur qu'ils méritent ? Rien n'est moins sûr : « chacun cherche son bonheur où il veut, mais à la condition toutefois que la société le lui permette ».

Une société féminine.

Après Henri Lefebvre et Edgar Morin, il souligne les aliénations que suscite la civilisation de masse, le fait qu'en nous identifiant aux héros de la culture de masse « nous réalisons en quelque sorte par procuration nos tendances et chargeons autrui de représenter une partie de notre être que nous ne sommes pas capables d'assumer nous-mêmes ».

Cependant, tout n'est pas condamnable dans cette civilisation qui a au moins le mérite d'émanciper la femme. Mieux, le règne de l'érotisme consacré par les moyens de diffusion moderne conduirait au triomphe des valeurs féminines : la femme ne serait plus seulement cet objet qu'elle demeurerait malgré tout dans l'amour courtois, elle imposerait sa conception de l'amour.

On pourrait contester qu'il en existe une en invoquant les études de Margaret Mead sur la relativité du rôle des sexes dans différents types de sociétés. Cependant, les arguments de Cazeneuve ne manquent pas de poids. Voyez plutôt : « Comme sur l'écran on ne nous montre de l'amour charnel que les « hors-d'œuvre », il ne serait pas surprenant que ceux-ci aient pris une plus grande importance dans le comportement amoureux des nouvelles générations (...). Ce qui est vrai, c'est que notre uni-

vers sensuel devient de plus en plus bipolaire, et surtout que l'indéniable érotisation de notre société, en élargissant la relance voluptueuse au-delà de l'acte principal toujours frappé de tabou, donne d'avance la victoire au corps de la femme, plus riche en zones érogènes que celui de l'homme ».

En tout cas, l'auteur a raison de mettre en garde les intellectuels contre le mépris de la civilisation du cinéma, de la télévision, du magazine et de la publicité : « Si vous forgez votre personnalité en réaction contre elle, cette réaction même prouve son insuffisance ».

Une constatation obligée.

Cela ne signifie pas que le type de bonheur qu'implique notre société d'abondance ne doit pas être contesté. Selon l'auteur, le bonheur peut être conçu sur le mode apollinien, c'est-à-dire « consister dans l'équilibre des tendances, la réalisation de l'être, l'acceptation du sort et la résignation, le détachement, la synthèse des facultés » ou au contraire sur le mode dionysien, lorsqu'il se présente « comme l'exaltation du vouloir-vivre, de la volonté de puissance, l'oubli de soi dans la frénésie, l'enthousiasme, la volonté des émotions fortes, des sens exacerbés ».

Le bonheur tel qu'on le rêve aujourd'hui en Occident serait plutôt du premier type, ne ferait plus guère place à la transcendance. La bourgeoisie déclinante et tant décriée tendrait à imposer ses valeurs à l'ensemble de la société. Passionnants sont à cet égard les développements de Cazeneuve sur la conception du bonheur dans la bourgeoisie, qu'elle soit laïque ou bien-pensante. L'auteur juge cette classe un peu à la manière de Marx : il rend hommage à son sens des réalités et fustige son hypocrisie.

Il reste que la compétition entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. peut le conduire un jour, en vertu d'une évolution en sens inverse, « à proposer aux hommes une même idée du bonheur, à mi-chemin entre l'appolinisme et le dionysisme, entre le relatif et l'absolu, entre la jouissance immédiate et la lutte pour l'avenir, avec seulement une nuance plus individuelle ou plus collectiviste suivant l'idéologie dominante ici ou là ».

(*) « Bonheur et Civilisation » de Jean Cazeneuve. Collection Idées : 3 F.



Pierre Bonnard - 1894
Le Chat (collection J. Spreiregen).

□ Peinture

Le quotidien transfiguré

Emmanuelle Stein

La peinture de Bonnard nous parle d'un Paradis perdu : le plaisir de vivre, le temps qu'on savoure comme le café, à petite doses gourmandes.

Ses couleurs, il les emprunte aux fruits tiédés au soleil, aux fleurs champêtres ; il les cueille sur les joues enfantines et duvetées des jeunes femmes dont le minois ressemble à celui des chats blottis dans leurs bras. Ces visages confusément entrevus, brouillés, noyés dans un brouillard lumineux nous rappellent que l'atmosphère empuée des salles de bains demeure pour le Maître un thème de prédilection.

Il y a deux Bonnard, celui des villes et celui des champs.

Le premier, celui des débuts, raconte le Paris fin de siècle, de l'aube au soir, avec ses fiacres, ses omnibus, ses trotteurs espagnols encombrés de cartons à chapeaux ; dans des lithographies pleines de vivacité, il croque avec un humour narquois les scènes de rues populeuses où piaffe un peuple gentil et affairé.

« La Tarte aux Cerises » (1908), dévorée à demi par les frondaisons du jardin, annonce le virage prochain : la découverte amoureuse de la nature et de la lumière, qui ira s'intensifiant au fil de l'œuvre. Désormais, il ne pourra plus se passer de cette double présence confondue. Même dans les scènes d'intérieur, où il entre à larges bouffées par la porte-fenêtre ou la croisée entrebâillée, c'est le paysage qui est roi. La

lumière, invisible et omniprésente, est révélée par des signes subtils ; il suffit d'un rais lumineux filtrant sous la porte, ou du tressaillement qui parcourt les pans d'un rideau.

La femme, si malmenée par le crayon de Lautrec, retrouve sa grâce sous le pinceau de Bonnard. Mais c'est d'un regard conjugal qu'il couvre les belles nonchalantes absorbées dans les soins de leur corps. Son regard enveloppe dans une même caresse le feuillage des arbres, les animaux familiers qui partagent le repas des maîtres, la théière du goûter sur la table à demi-desservie. Chaque objet reçoit sa part égale d'attention et d'amour. Les tables basculent pour mieux nous offrir la splendeur de leurs agapes. Dans « Le Placard Rouge » (1933) qui s'ouvre sur la pénombre comme un théâtre de féerie, il invente un rouge fruité d'une vibrante luminosité.

Avec la maturité, le jaune apparaît de plus en plus ; un jaune fou, ivre, tantôt acide, tantôt mûr, qui éclate en apothéose dans « L'Atelier aux mimosas » (1946). Les dernières toiles sont une fête, telle « L'Avant-Midi » (1946), palpitante harmonie de blancs nacrés, d'ocre blond, de rose et d'azur irisé dansant à l'unisson dans un floconnement immatériel.

Parce que cette œuvre ne reflète nulle trace d'angoisse, elle est aujourd'hui suspecte aux yeux de certains jeunes peintres. Ce serait cependant singulièrement l'appauvrir et en trahir la signification que de la réduire au seul contexte anecdotique, négligeant ainsi l'essentiel : la métamorphose de la chose regardée, accomplie et restituée par ce prisme incomparable qu'est l'œil du peintre. La peinture de Bonnard n'exprime pas qu'un émerveillement béat d'épicurien comblé ; elle est surtout méditation et interrogation exigeante sur la vie, et la mission de l'artiste. Bonnard, c'est le peintre à l'état pur. Il restera.

Musée de l'Orangerie
tous les jours : de 10 h. à 20 h.
(sauf le mardi)
le mercredi : de 10 h. à 22 h.

□ Réunion-débat

Le vendredi 3 février, à 20 h. 30, salle des fêtes de la mairie de Levallois-Perret, sur le thème *Questions du théâtre d'aujourd'hui*, avec MM. Armand Salacrou, Jean-Marie Serreau, Emile Copfermann, Paul Savatier et Patrick Renaudot. Entrée gratuite.

□ Stage

Du 20 au 25 février prochains, sous le patronage de « Peuple et Culture » quatre stages seront organisés à l'intention des jeunes travailleurs de 18 à 25 ans ; ils porteront sur les moyens d'expression, les cadres de vie, les variétés.

Pour tout renseignement, s'adresser à « Peuple et Culture », 27, rue Cassette, Paris-6^e. Tél. : BAB. 30-56.

☐ Pologne

Le pionnier du désarmement

Harris Puisais

Avec le voyage en France de M. Rapacki, c'est en réalité le problème de l'évolution des rapports entre l'Est et l'Ouest qui a été posé. C'est pourquoi il faut attacher une certaine importance aux propos tenus par le ministre des Affaires étrangères de Pologne devant la presse diplomatique.

D'une part, il n'y eut jamais de critiques désobligeantes pour l'Allemagne de l'Ouest. M. Rapacki, objectif et réaliste, sachant fort bien que toute attaque sur ce point eût rendu inefficace la volonté qu'il voulait voir exprimer à l'occasion de son séjour en France.

Certes, les Polonais ont de bonnes raisons de se méfier de l'esprit de revanche qui anime encore certains hommes d'État de Bonn, mais l'important pour eux est que s'officialise de plus en plus le « fait irréversible » de la frontière Oder-Neisse. En accusant Bonn et les pays, de plus en plus rares, qui soutiennent sa position sur cette frontière, à ne plus pouvoir défendre valablement leur thèse, il est incontestable que la diplomatie polonaise marque chaque jour de nouveaux points. Et nous l'avons toujours dit ici, ce n'est que justice et nous nous en réjouissons.

M. Rapacki, fort de cette certitude, pouvait donc énoncer les deux autres convictions pouvant permettre la reprise d'un dialogue entre Varsovie et Bonn :

1° Le problème des armements nucléaires;

2° Les méthodes de solution du problème allemand.

Voyons, en les examinant, les chances qu'elles ont d'être un jour des préalables discutables.

Le plan Rapacki

Ce plan date du 2 octobre 1957 et a été présenté au cours de la 12^e session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. La Pologne se déclarait prête à interdire sur son territoire la production et le stockage d'armes nucléaires, au cas où les deux États

allemands accepteraient eux aussi d'en faire de même. La Tchécoslovaquie et la République Démocratique de l'Est s'associèrent à cette proposition, ainsi vit le jour le plan de la création d'une zone désatomisée au centre de l'Europe, zone englobant donc quatre États. Pour la première fois, des propositions venant de l'Est énonçaient clairement les conditions d'un système de contrôle contraignant pour les nations en acceptant le principe.

Nous étions en 1958 et l'opposition entre les pactes militaires défensifs dits de Varsovie et de l'O.T.A.N. ne permit pas à cette proposition de franchir le cap du vœu pieux.

M. Rapacki proposa alors une variante de son plan, prévoyant deux étapes : en premier, le gel des armements nucléaires dans la zone témoin avec un contrôle efficace ; en second, des discussions portant sur la réduction des forces conventionnelles de chaque pays.

La porte était ouverte... Bonn la referma bien vite en refusant toute désatomisation sur son propre territoire. On en discutait encore en 1962 et Rapacki, tenant compte de l'évolution des événements, amendait encore ses propositions.

Incontestablement, le problème était clair. Tout reposait sur l'acceptation ou le refus de l'armement nucléaire de l'armée ouest-allemande.

Aujourd'hui encore, « nous maintenons cette proposition », a dit M. Rapacki, acceptant, à défaut de dénucléarisation complète, « des mesures plus modestes mais allant dans le même sens » et souhaitant que les blocs militaires opposés cèdent la place à un système de sécurité collective sur le continent européen. La Pologne serait donc prête à envisager une réforme du pacte de Varsovie si, du côté de l'O.T.A.N., l'abus des mesures unilatérales, du type français, ne venaient pas empêcher une telle éventualité et nuire à la recherche réelle des conditions de suppression de l'O.T.A.N.

Ajoutons, pour être complet, que si l'on parle toujours du plan Rapacki et de ses variantes, il faut lui



M. GOMULKA (à gauche), M. RAPACKI (à droite). Un plan. Une conviction.

adjoindre le plan Gomulka, formulé en 1964 et traitant également du gel des armements nucléaires en Europe centrale. C'est pourquoi reste toujours valable la proposition faite par le gouvernement polonais de réunir une conférence paneuropéenne sur ce sujet. Déjà l'Italie, la Belgique, la Roumanie... n'ont pas dit non. La France se devrait, elle, de dire un oui qui en attirerait bien d'autres.

Les solutions du problème allemand

Sur ce point, un ton nouveau est donc à noter. La Pologne reconnaît que le gouvernement dit de « grande coalition » de la R.F.A. tient un langage un peu différent et qu'un changement de tactique se dessine également par rapport au gouvernement Erhardt. Mais cette tactique est insuffisante. Il faut attendre ce que sera la politique réelle du nouveau gouvernement Kiesinger. Or, il semble bien que rien ne soit différent lorsqu'on aborde les armements, les frontières ou la reconnaissance du fait de l'existence de deux États allemands souverains.

Écoutons M. Rapacki : « On ne peut aboutir à l'unification de l'Allemagne que si les deux États allemands le veulent et si les voisins de l'Allemagne et tous les pays intéressés sont d'accord. Cette perspective

existe. Elle n'est peut-être pas prochaine. » Et encore : « Reconnaître la R.D.A., c'est encourager en R.F.A. les forces qui nourrissent des illusions dangereuses et pensent pouvoir changer l'état de choses en partant de positions de force. »

Reconnaissons à M. Rapacki, qui est un homme d'État de très grande valeur, le double mérite de la franchise et du sens des réalités : le problème allemand ne sera jamais résolu tant que la République Fédérale ne reconnaîtra pas l'existence politique légale de sa rivale orientale. Tout débat sur la réunification doit reposer sur ce critère.

Pour nous qui demeurons concernés par cette « anomalie » et qui avons comme la Pologne bien des raisons de nous méfier, nous souhaiterions, malgré tout voir aussi évoluer le comportement politique de la R.D.A. Il est incontestable, en effet, que si la libéralisation économique se développe avec efficacité et rapidité dans les pays de l'Est, elle n'est encore que théorique en R.D.A. Il est vrai aussi que la nature politique et le poids du Parti Communiste y est plus lourd, plus contraignant que partout ailleurs.

Peut-être une évolution en ces domaines dans les prochaines années permettrait-elle d'augmenter les chances d'un rapprochement et de rétablir les conditions réelles du règlement pacifique d'un problème qui paralyse tout développement européen. ☐